Contre l'oubli et l'indifférence

Récits de migrants

recueillis en Corse (2012-2021) par

Pitrina Govi Mattei

Ces témoignages évoquent le parcours migratoire de femmes, d'hommes et d'enfants. Ils servent à redonner de l'humanité à celles et à ceux qui ont connu le rejet et la misère. On les appelle sans-papiers ou migrants.

Où qu'ils vivent, en Corse ou ailleurs, ils ont droit à la vie et à la dignité et surtout pas à l'oubli.

Contru à a sminticanza è a indiffarenza



Prix TTC : 11 €

www.lesbonscaracteres.com

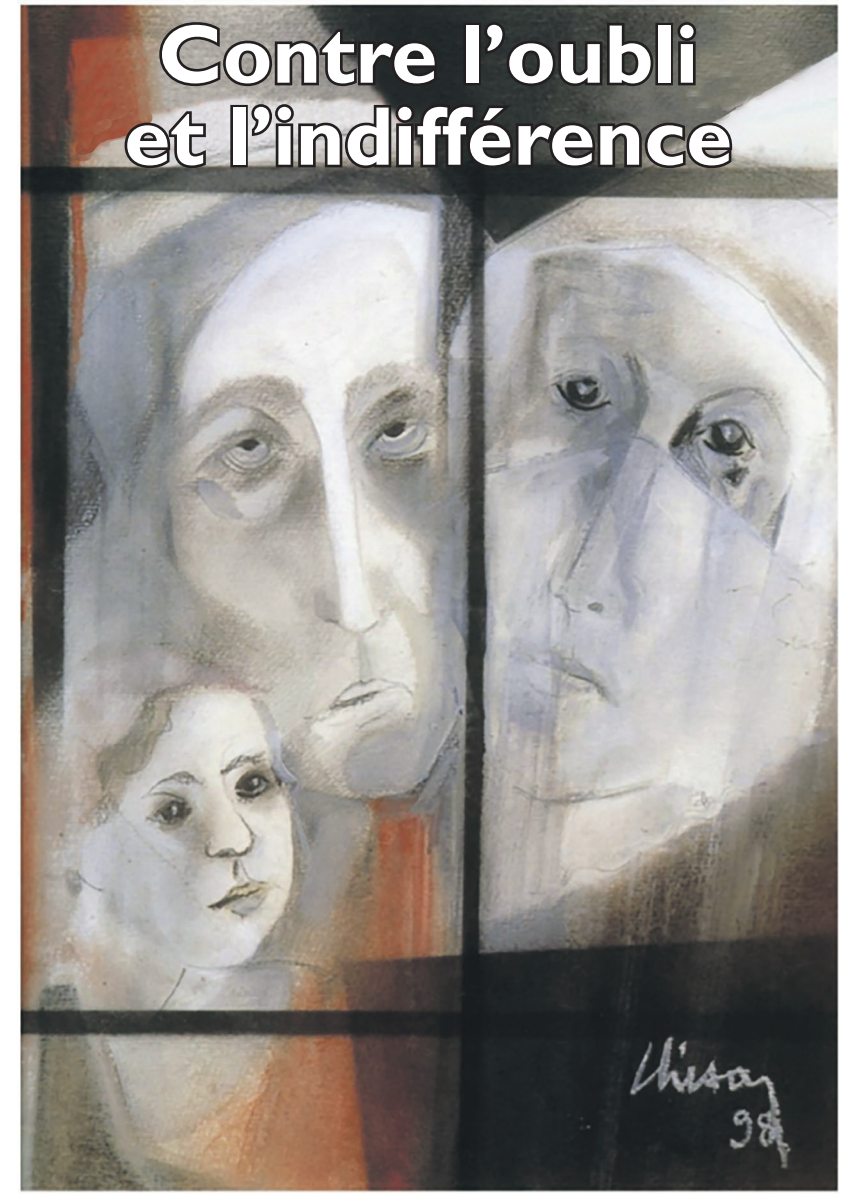
Collection Témoignages

9 782493 083050

Les droits d'auteur seront reversés à l'association SOS Méditerranée.

Pitrina Govi Mattei

Contre l'oubli et l'indifférence



Récits de migrants

recueillis en Corse (2012-2021) par

Pitrina Govi Mattei

Collection Témoignages

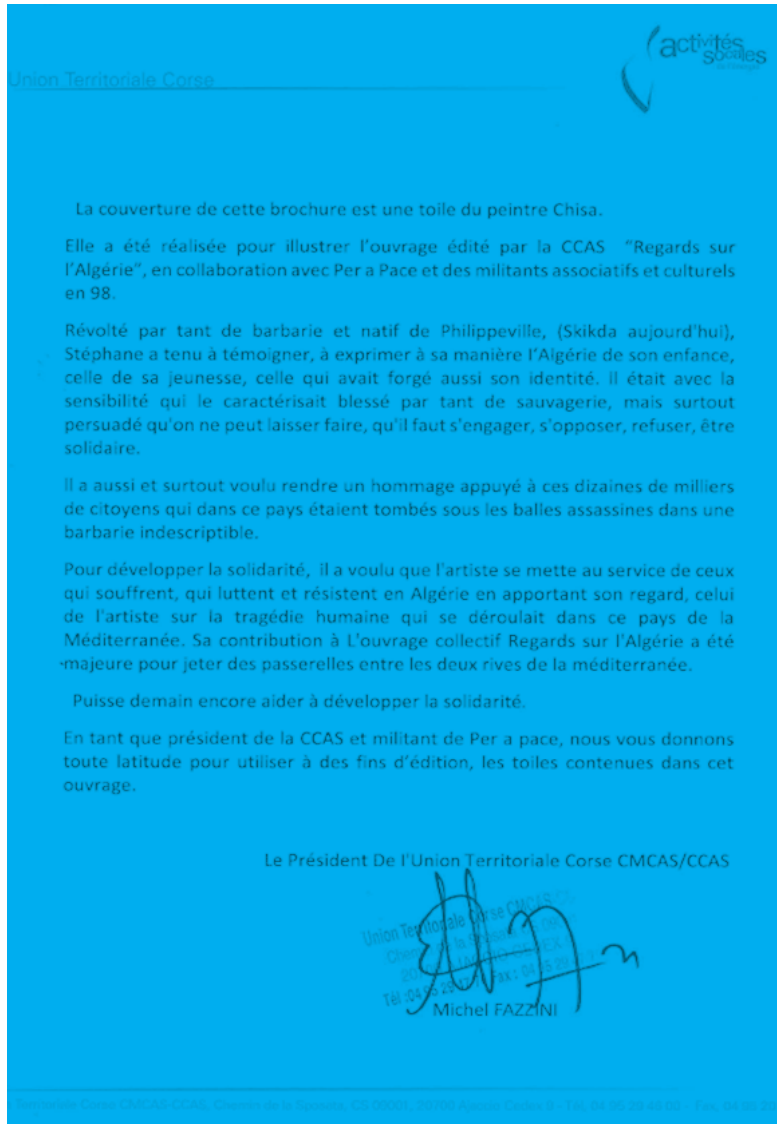
les bons caractères lbc

En couverture : peinture de Stéphane Giudicelli, dit Chisa (1998)

Intéressée et émue devant ces témoignages, j'ai proposé à mon amie Pitrina de feuilleter l'ouvrage de Stéphane. Je pensais qu'elle y trouverait une forte résonance avec les convictions de Chisa. J'ai donc demandé l'autorisation d'emprunter une œuvre, *L'Angoisse*, sachant que les originaux sont la propriété de la CCAS.

Je suis heureuse de constater une parfaite communion d'esprit entre Monsieur Fazzini et nous-mêmes.

Anne Marie Colombani



Union Territoriale Corse

activités sociales

La couverture de cette brochure est une toile du peintre Chisa.

Elle a été réalisée pour illustrer l'ouvrage édité par la CCAS "Regards sur l'Algérie", en collaboration avec Per a Pace et des militants associatifs et culturels en 98.

Révolté par tant de barbarie et natif de Philippeville, (Skikda aujourd'hui), Stéphane a tenu à témoigner, à exprimer à sa manière l'Algérie de son enfance, celle de sa jeunesse, celle qui avait forgé aussi son identité. Il était avec la sensibilité qui le caractérisait blessé par tant de sauvagerie, mais surtout persuadé qu'on ne peut laisser faire, qu'il faut s'engager, s'opposer, refuser, être solidaire.

Il a aussi et surtout voulu rendre un hommage appuyé à ces dizaines de milliers de citoyens qui dans ce pays étaient tombés sous les balles assassines dans une barbarie indescriptible.

Pour développer la solidarité, il a voulu que l'artiste se mette au service de ceux qui souffrent, qui luttent et résistent en Algérie en apportant son regard, celui de l'artiste sur la tragédie humaine qui se déroulait dans ce pays de la Méditerranée. Sa contribution à L'ouvrage collectif Regards sur l'Algérie a été majeure pour jeter des passerelles entre les deux rives de la méditerranée.

Puisse demain encore aider à développer la solidarité.

En tant que président de la CCAS et militant de Per a pace, nous vous donnons toute latitude pour utiliser à des fins d'édition, les toiles contenues dans cet ouvrage.

Le Président De l'Union Territoriale Corse CMCAS/CCAS

Michel FAZZINI

Contre l'oubli et l'indifférence

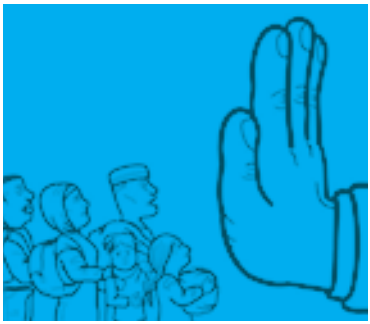
Récits de migrants (2012-2021)
recueillis en Corse par
Pitrina Govi Mattei

Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

© Les Bons Caractères 2021
ISBN 978-2-493083-05-0
Dépôt légal 4e trimestre 2021
Imprimé par IMS - 6, rue Florian - 93500 Pantin

Il y a qu'un seul rêve que je poursuive ;
qu'une seule phrase qui en moi résonne :
Par-delà les frontières, la Terre doit appartenir
à tous ou à personne !

HK Les Saltimbanks, Citoyen du monde



Que nos choix soient le reflet de nos espoirs
et non de nos peurs.

Nelson Mandela

De quoi avons-nous peur ?
L'humanité qui nous gouverne
ne peut être bornée
par des sujets tels que la détresse humaine.

Linconue

Je suis la petite-fille d'un immigré italien venu se réfugier au début du 20e siècle dans un hameau de Corse, Cavu, près d'un village nommé Ghisoni.

Il s'appelait Giuseppe Govi.

Il y trouva Maria Cervetti et ils eurent douze enfants. Pendant la Seconde Guerre mondiale, puis la guerre d'Indochine, ils ont perdu trois enfants et deux petits-enfants. Alors, peut-être est-ce dû à mon passé, je tendrai toujours la main à ceux qui viennent d'ailleurs, blancs ou noirs de peau, chassés de leur pays par la misère ou les guerres et qui veulent seulement survivre.

Ces témoignages évoquent le parcours migratoire de femmes, d'hommes et d'enfants. Ils servent à redonner de l'humanité à celles et à ceux qui ont connu le rejet et la misère. On les appelle sans-papiers ou migrants.

Où qu'ils vivent, en Corse ou ailleurs, ils ont droit à la vie et à la dignité et surtout pas à l'oubli.

Pitrina Govi Mattei

Des êtres et des vies ;
un hommage à l'humanité bafouée

En recueillant leurs témoignages, Pitrina donne corps aux enfants, aux femmes et aux hommes qui, courageusement, quittent des existences incertaines avec l'espoir de jours meilleurs.

Pitrina s'adresse à nos consciences, à notre humanité et nous prend à témoin à notre tour : oui, nous savons et nous regardons ailleurs. Elle nous tire par la manche, et nous dit C'est ton frère, ta fille, un autre toi, né autre part, il te ressemble, tends-lui la main !

Mais elle dénonce aussi et surtout les puissants, les dirigeants qui méprisent les sans-rien, les sans-papiers, les sans-importance, par leur indifférence, pire par leurs politiques meurtrières !

Valérie Letondor

Isrâa

Je suis tunisienne.

Mon père avait toute sa famille en Corse.

Il décida de la rejoindre quand j'avais dix ans.

À son arrivée, son frère lui trouva un travail chez un maraîcher. Ma mère était contente car elle avait ainsi un panier de fruits et légumes chaque semaine. Mais le salaire était maigre et les difficultés pour nourrir la famille étaient nombreuses.

Aussi le patron ne lui ayant pas fait de contrat, il chercha une autre activité car il n'hésitait pas à quitter un village dès qu'il trouvait un travail ailleurs.

C'est ainsi que j'ai changé souvent d'école. Je pleurais à chaque fois car je ne voulais pas quitter mes copines. Puis un jour, nous nous trouvions dans un village du Fiumorbu, il faisait froid et mon père était démoralisé. Il ne travaillait plus depuis trois mois et voilà qu'on lui propose un contrat de travail dans le bâtiment dans la région de Lucciana.

Ce fut la joie pour toute la famille. Il fallait trouver un appartement, une école, mais rien ne l'arrêtait. C'est ainsi que toute la famille déménagea et je fus inscrite au collège de cette ville.

Je n'aimais pas l'école et j'avais toujours une excuse pour justifier ces retards : garder ma petite sœur, ma mère malade ou encore j'avais fait une chute dans l'escalier. J'aimais traîner à la sortie des cours et avoir beaucoup de copains malgré les interdictions de mon père. Mais à dix-huit ans, quand je me suis retrouvée enceinte, mes parents n'ont vraiment pas apprécié et ma mère m'a priée de quitter la maison.

Ma sœur aînée m'a recueillie et m'a aidée financièrement et moralement.

J'ai accouché d'une petite fille. Elle s'appelle Sarah. Elle est très belle, elle a aujourd'hui trois ans et va à l'école. Elle m'apporte de jolis dessins.

Vu mon faible niveau scolaire et sans diplôme, j'ai du mal à trouver un travail et je me considère satisfaite quand je peux faire des heures de ménage.

J'ai actuellement un hébergement constitué d'une petite cuisine et d'une chambre, je suis une fille indépendante et j'ai la nationalité française.

Mon frère vient souvent me rendre visite. Il m'a toujours défendue et est très protecteur.

Parfois il vient manger à la maison et son camarade l'accompagne. Il s'appelle Abdel. Il est très timide et très discret. Il apporte des bonbons à ma fille et cette dernière se précipite sur ses genoux, attendant le cadeau tant apprécié. Voici Noël et pour ma fille, j'ai voulu le fêter à la maison. Pour lui faire plaisir, j'ai fait un sapin et un bon gâteau au chocolat.

Ce soir-là mon frère arriva tôt à la maison. Il me demanda comme à l'habitude si tout allait bien et s'il pouvait téléphoner à son ami pour l'inviter à réveillonner avec nous car il était seul. Pour lui faire plaisir j'ai accepté sans problème.

Puis, très gêné, il me demanda : « Comment tu le trouves ? » Surprise par la question, je ne trouvai rien à dire sinon qu'il était beau. Il poursuivit : « Il est amoureux de toi. »

Après une première déconvenue qui m'avait fait pleurer toutes les larmes de mon corps pendant des jours et des jours, j'étais très méfiante envers les hommes.

Mais avec Abdel, petit à petit, la sympathie s'installa et des sentiments amoureux virent le jour. Je ne savais rien de lui, seulement qu'il venait d'Algérie mais il ne parlait jamais

du passé. Cet homme avait fui son pays. Ses parents sont morts tous les deux en 1990. Il avait deux ans. Ce sont les seules choses qu'il a confiées à mon frère. Comment a-t-il vécu sa vie d'orphelin ? Qui l'a recueilli ? Quels événements a-t-il en mémoire ?

C'était un clandestin sans famille, avec de la tristesse dans ses yeux et de la gentillesse dans sa façon d'être.

Après plusieurs mois nous décidâmes de vivre ensemble et voilà ma fille enchantée. Il était là depuis longtemps, neuf ans, vivant chez des camarades donc sans quittance de loyer et sans fiche de salaire car sans papiers.

Mais, quand un an après m'avoir connu, il me déclara son amour, peu importaient les papiers, je l'aimais déjà. Nous fûmes heureux pendant plusieurs mois et ma fille l'adorait. Pour elle et pour lui j'ai accepté d'officialiser notre union et de choisir la fin du ramadan pour le mariage.

Je ne suis pas croyante, je voulais seulement faire la fête. Alors entre la Tunisie, l'Algérie et la France, un chassé-croisé de papiers dura des mois car les documents à fournir étaient nombreux. C'est avec une joie incommensurable que nous nous rendîmes à la mairie pour déposer le dossier. Ma fille aura un papa.

Mais c'était un vendredi et l'employée de mairie reporta le rendez-vous au lundi. Hélas !, la malchance nous accompagnait. Au petit matin, alors qu'il se rendait en covoiturage au travail avec trois autres camarades, un contrôle de police stoppa le véhicule.

La vie s'annonçait belle pour lui, une famille, un travail, un mariage pour très bientôt et voici que le destin en décida autrement.

Il est conduit au local de rétention à Bastia. Il n'avait aucun papier prouvant que nous vivions ensemble, aucune preuve de domicile, un invisible parmi tant d'autres qui partait travailler tous les matins, mais son nom figurait

rarement sur la liste des patrons comme ouvrier déclaré. Il explique sa situation, mais rien n'officialise ses dires. La police l'informe que sa destination sera le centre de rétention de Nîmes. La réaction de colère d'Abdel fut telle qu'il poussa les gendarmes et se dirigea vers la porte de sortie. Il fut vite rattrapé, menotté mais il continua à se débattre.

Un coup de téléphone m'avertit de ce qui se passe. Je suis abasourdie. Agent de nettoyage dans une entreprise, je ne peux pas quitter le travail, je suis en pleurs, j'explique à mes collègues ce qui m'arrive, il faut faire vite. Elles vont me remplacer, une amie appelle un de ses contacts, une association[1], et me voici dehors, allant rapidement vers le rendez-vous où une personne m'attend. Il pleut à verse, l'orage et le tonnerre sont partout ce jour-là, dans le ciel et dans nos cœurs, le mien et celui d'Abdel. Nous partons chez l'avocat. Un homme, très avenant, m'explique la situation. « Je vais m'occuper du dossier, mais il faut se calmer pour répondre à mes questions et il faut appeler votre compagnon pour le rassurer. » Abdel est très énervé, il ne m'écoute pas, il crie au téléphone. Mes sanglots sont si forts que mes paroles sont noyées dans mes larmes et je n'arrive plus à m'exprimer. Je ne comprends plus rien. L'avocat se met en relation avec le tribunal. Les informations sont mauvaises. Abdel a tapé sur les gendarmes et l'avocat ne peut plus plaider sa relaxe. Il sera conduit à la prison de Borgo où il restera un mois, puis sera expulsé avec interdiction pendant cinq ans de retourner en France.

Seulement un papier appelé carte de séjour, pour casser nos espoirs de vie meilleure et mettre un gouffre de larmes et de souffrances entre nous. Je suis allée le voir à la prison. Je lui ai apporté du linge, je lui ai remonté le moral, mais

1 L'association citée plusieurs fois dans ces récits est le Réseau éducation sans frontières (RESF), soutenue par le Secours populaire, l'Église protestante et la Cimade.

nous savions tous les deux que notre histoire était finie. Le jour de son expulsion, on se regardait anéantis, sans pouvoir se raconter un avenir. Quand les gendarmes ont pénétré dans la cellule, son visage était aussi figé que celui d'un mort. Je l'ai regardé partir et s'évanouir dans les couloirs de la prison vers une destination sans retour. Un homme sans famille dont la route pour arriver jusqu'à Bastia était inconnue mais assurément très semée d'embûches. Il repart encadré par la police mais sans dire d'où il vient. C'est son histoire qu'il tentait sûrement d'oublier en construisant sa vie ailleurs.

Ma fille avait déjà annoncé à ses petites copines qu'elle avait un papa. Un jour je lui expliquerai. Aujourd'hui, quand elle me pose des questions, je réponds machinalement que nous allons faire des crêpes au chocolat. Abdel aimait les crêpes au chocolat.

Hakim

J'habitais Alger dans une rue centrale de la ville. J'avais trois frères et avec mes parents nous vivions dans un appartement très coquet et très lumineux. J'étais le plus jeune de la famille et, la mer n'étant pas loin, le dimanche nous allions en famille nous baigner, pique-niquer et nous détendre avec joie et entrain. Moi je m'extasiais devant cette immensité d'eau et ce sable doré qui filait entre mes mains. J'étais heureux.

Mon père possédait, au rez-de-chaussée de l'immeuble, une boutique de bric-à-brac où se mêlaient de l'outillage, des ustensiles de cuisine et des pots de peinture. C'était le magasin Michèle, du prénom de ma mère. À cause de la colonisation de l'Algérie par la France, beaucoup d'enseignes étaient encore en langue française.

Mais une nuit tout bascula. Nous fûmes réveillés par une explosion qui nous fit sauter du lit. Nous nous précipitâmes à la fenêtre. La fumée et une odeur âcre nous permirent de constater que le magasin de mon père était en flammes. Mon père restait prostré, sans dire un mot, anéanti. Il ne pensait pas que ces actes pourraient se produire à nouveau.

Des souvenirs d'événements qui avaient endeuillé l'Algérie affluent dans sa mémoire. C'était en 1990 et j'avais dix ans. Une décennie de terreur démarrait en Algérie. Des groupes islamistes, nés en particulier de la pénurie et de la montée du chômage, s'opposaient au gouvernement avec une violence extrême, causant des milliers de morts, des disparus et des massacres dans des villages entiers.

Après ces années meurtrières que vécut le pays, les tensions s'étaient apaisées. Son fils aîné, mon frère, avait rejoint un groupe islamiste et n'était jamais revenu, et quand son regard se perdait au loin, on savait vers qui allaient ses pensées.

Cette fois-ci c'est la peur qui se lisait dans ses yeux et un questionnement sans fin. Il décida de fermer définitivement sa boutique et c'est ainsi que deux ans plus tard, j'en fis mon atelier. Les couleurs, les dessins, la peinture m'avaient toujours attiré, peut-être à cause des pots qui trônaient en haut de l'étagère. Les murs blancs des maisons, les ridules mouvantes du sable, les reflets changeants de la mer, les peaux cuivrées des hommes et des femmes étaient pour moi une source d'inspiration. Je restais des heures durant sur mes toiles et j'étais persuadé que ma passion pouvait aider ma famille économiquement.

Mais à la maison l'ambiance était morose et mon père après ces événements vivait dans un stress permanent.

Une idée oppressante se manifestait chaque jour. Il voulait que je quitte Alger pour aller rejoindre la famille de ma mère installée à Marseille. Je ne pouvais m'opposer à sa décision car son état de santé à cause de son vécu m'inquiétait. Mais arrivé dans cette grande ville que je n'aimais pas, ma seule distraction c'était le foot, et voir jouer l'Olympique de Marseille devenait pour moi un ravissement. C'est ainsi que mon cousin m'emmena à Bastia pour assister à un match SCB-OM. Arrivé dans cette ville, j'eus un coup de cœur qui m'empêcha de repartir.

Des Algériens m'hébergèrent les premiers jours mais de nature très autonome et pour satisfaire ma famille je devais trouver au plus vite du travail.

J'ai commencé à peindre et mon premier tableau fut le port de Bastia, qui était pour moi d'une beauté irréelle. Hélas !, si manier les pinceaux et les couleurs était pour moi

une passion, cela n'était pas une source de revenu. J'ai vendu seulement un tableau.

Alors avec tristesse et découragement j'ai demandé à mes camarades de penser à moi si un quelconque travail se présentait. C'est ainsi qu'au petit matin j'ai commencé à suivre mes compagnons d'infortune. Tous pensaient, après avoir quitté leur pays malgré eux, que jamais plus ils ne connaîtraient l'insécurité et la misère. Dans un pays démocratique et libre comme la France, je me voyais travailler et vivre en toute sérénité. Mais la réalité était tout autre. Je n'avais pas de papiers à présenter à la police. J'étais à la merci d'une voiture de gendarme que je pouvais croiser à tout moment. Avec mes camarades nous vivions des journées harassantes. Souvent le patron oubliait de me payer, me promettant mon dû pour la semaine d'après ou à la fin du mois.

L'attente était souvent très longue et je peignais de moins en moins car les produits étaient chers, et cela m'attristait beaucoup. J'espérais pouvoir vivre de ma passion en vendant mes tableaux mais bien au contraire je n'avais même pas assez d'argent pour subvenir à mes besoins les plus élémentaires comme manger et dormir. J'étais désespéré.

Je voulais me présenter à la préfecture, même sans fiche de paye, on pourrait peut-être régulariser ma situation. Mes amis me dissuadèrent de le faire, m'assurant que je prenais des risques et que je pouvais être embarqué aussitôt par la PAF (police aux frontières). Avec le désespoir vinrent l'angoisse, la perte de sommeil et la descente aux enfers. Avec peu ou pas d'argent, se nourrir devenait compliqué. Tout en étant musulman, je fumais et buvais, considérant qu'il n'y avait pas d'incompatibilité avec la religion. Mais j'avais de moins en moins faim et de plus en plus soif. Je me dirigeais tous les soirs vers le magasin d'alimentation qui se trouvait près de mon hébergement et j'achetais la bouteille de vin la moins chère. Mon état manifeste de clochard, comme

disent les gens bien-pensants, incitait les passants qui me croisaient à avoir une moue de dégoût et suscitait les réflexions racistes.

Ne pouvant plus payer mon loyer, je me trouvais dans la rue. Oui, j'étais devenu un immigré SDF. Un samedi, lors d'une rafle organisée au petit matin dans ma rue, je fus embarqué au local de rétention avec quatre autres camarades.

Tous ouvriers d'un jour, tantôt avec un patron de Corse, tantôt un patron marocain, tantôt un patron « autre », mais presque toujours aucune considération pour ces hommes dont le seul désir et la seule arme étaient de vivre dignement.

Alors dans un local exigu, étouffant, l'interrogatoire commença.

Nom-Prénom-Visa-Passeport-Adresse-Hébergement… Tous ces mots résonnaient dans ma tête comme la séquence à répétition d'un mauvais film, mais j'avais compris que c'était fini. Pouvais-je encore m'identifier au beau jeune homme que j'avais été plein d'espoir et de fougue, pensant découvrir les salons d'exposition et vivre de ma passion, la peinture ? À ce moment-là je n'étais plus rien. Seule la case du prénom fut remplie. Je voulais ignorer mon nom par respect pour mon père. Un immigré sans papiers et sans toit, existe-t-il ?

Le temps qui s'écoulait ne m'appartenait plus. Les paroles que prononçait mon interlocuteur voltigeaient au-dessus de ma tête et mes yeux embués comme par jour de forte pluie m'aidaient à me dissocier de cet horrible environnement.

C'est ainsi que s'achève le récit de Hakim et c'est par un membre de la Cimade présent au local ce jour-là que la suite a pu être décrite.

Hakim s'était emmuré dans un silence d'une tristesse inouïe. Aucun dossier n'a pu être constitué. N'ayant pas les années requises pour rester sur le sol français et sans aucun justificatif, il repartit dans un fourgon de la PAF pour le centre de rétention de Marseille où il resta trois mois avant son départ pour Alger et, depuis, plus aucune nouvelle.

Hakim, si tu lis ce témoignage et même si ta vie d'immigré ne t'a pas épargné, sache que tu restes mon frère et que je souhaite te rencontrer à nouveau.

On la trouvait plutôt jolie, Lily
Elle arrivait des Somalies, Lily
Dans un bateau plein d'émigrés
Qui venaient tous de leur plein gré
Vider les poubelles à Paris.

Pierre Perret.

Anissa

Je suis marocaine.

Je vivais dans un village près de Fès. Il y avait toute ma famille : ma mère, mes frères, ma sœur, mes tantes et mes cousines et aussi la mère de mon père, ma grand-mère.

Le seul absent était mon père. Il était parti à l'âge de dix-huit ans en France et habitait la ville de Bastia mais travaillait de partout en Haute-Corse car le patron avait beaucoup de chantiers.

Il revenait nous voir dès qu'il avait un congé et assez d'argent pour faire la traversée et apporter un cadeau à toute la famille, ne serait-ce qu'un paquet de café. Ceux qui ne sont pas partis pensent que ceux qui arrivent de France ou d'ailleurs sont riches. Alors il y a cette obligation d'offrir quand on vous rend visite.

Le jour de son arrivée, une joie indescriptible m'envahissait. Je me blottissais dans les bras de mon père tant le manque était constant. Ses retours et ses départs rythmaient ma vie. Mais lui était malheureux car il ne voyait pas grandir ses enfants.

J'avais quatre ans quand il est parti pour la première fois. Dans la vie de ma mère, une Berbère très sévère, il n'y avait pas de temps pour les caresses. La famille était nombreuse et dès mon plus jeune âge j'aidais déjà à la cuisine et aux tâches ménagères. Trop occupée, je ne jouais jamais avec les enfants du quartier mais j'aimais l'école, j'étais une bonne élève studieuse et je savais que mon père voulait cela.

Lorsque j'eus seize ans, ma grand-mère mourut et mon père décida alors de faire un regroupement familial, ainsi toute la famille irait à Bastia. Monter le dossier prit beaucoup de temps mais, un jour du mois de juin, un coup de téléphone de mon père nous annonça que le regroupement familial était accepté.

J'étais alors au lycée, je préparais le baccalauréat et j'avais dix-huit ans et deux mois. En tant que majeure, je ne pouvais plus bénéficier du regroupement familial. Malgré toutes les démarches effectuées par mon père, je n'ai pu me joindre au départ de la famille pour la France.

Pendant les préparatifs, une effervescence régnait dans la maison et j'apportais mon aide en cachant ma tristesse car je ne voulais pas peiner davantage mes parents. Le jour du départ les étreintes furent longues et c'est en pleurs que ma mère m'embrassa à maintes reprises, mais quand la voiture démarra je restai là, tétanisée et dans l'incompréhension totale de mon devenir.

J'ai regardé la voiture s'éloigner et disparaître, j'ai couru jusqu'à la maison, je me suis précipitée dans ma chambre et je m'y suis enfermée. Ma cousine se dépêcha de me rejoindre pour me réconforter mais je n'avais plus faim, je n'avais plus soif, je préparais le bac au lycée mais je n'avais plus envie d'étudier. Elle tenta de me motiver mais je n'arrivais plus à me concentrer. Dans les quartiers, il y avait des chiens errants qui traînaient leurs pattes sans savoir où ils allaient et je m'identifiais à eux tellement mon désespoir était grand.

Quel était mon avenir ? Comment tracer ma route ? Comment rejoindre ma famille ? Après des mois de réflexion, une idée m'empêche de dormir et envahit toutes mes pensées : il fallait que je parte. Je voyais de temps à autre une camionnette qui s'arrêtait sur la place pour décharger des sacs et des boîtes en carton contenant des habits, de l'alimentaire

et toutes choses que réclamaient les familles restées au bled afin d'améliorer légèrement leur existence.

Je n'osais questionner personne mais ma curiosité s'aiguisait.

D'où venait cette voiture ? Je rôdais de plus en plus souvent sur cette place et ainsi il m'arrivait d'être en retard pour l'école ou même de rater les cours.

Mais un jour, comme un mirage, je vis l'automobile arriver et s'arrêter devant l'épicerie où je me rendais. Je restai figée, incapable de partir au lycée, les yeux fixés sur les portes béantes du véhicule.

Le chauffeur et les épiciers la chargeaient de boîtes contenant des dattes, des figues et autres produits. J'étais là, abasourdie. Le travail effectué, les deux hommes palabrèrent un moment puis se quittèrent.

Quand le chauffeur empoigna la portière de la voiture pour repartir, je me précipitai vers lui : « Monsieur s'il vous plaît, vous venez de France ? » Un léger tremblement dans ma voix me faisait bégayer. J'étais petite, maigre et timide. Il me regarda : « Que veux-tu ma belle ? », me demanda-t-il. Je fus incapable de lui répondre et lui dire que mon seul souhait était qu'il m'emmène avec lui. Les mots restèrent bloqués tout au fond de moi !

Sur de nombreux sacs amoncelés dans la voiture, il y avait écrit Marseille. Il mit le moteur en marche et repartit. La colère, la désillusion, le désespoir s'emparèrent de moi mais je ne voulais pas abandonner, cela devenait une idée fixe. Je me suis mise à économiser l'argent que mon père m'envoyait et des mois durant j'ai guetté la camionnette, le jour où elle passait, l'heure, un vrai travail de détective.

Ma vie ne pouvait s'arrêter à dix-huit ans, mon désir de partir virait à l'obsession.

À chaque fois, j'expliquais ma situation au chauffeur : « Il faut que j'aille rejoindre ma famille en France », mais il me

répondait toujours qu'il ne pouvait m'aider, je n'avais pas de papiers, c'était interdit.

Et puis un jour, alors qu'il discutait comme d'habitude avec l'épicier, je suis rentrée à l'intérieur de la camionnette et je me suis rapidement glissée au fond, cachée derrière les nombreuses boîtes en carton.

Mon argent, je l'avais rangé précieusement dans une pochette en tissu que j'avais glissée dans mon sous-vêtement. Accroupie dans cette voiture, le temps semblait s'être arrêté. Puis j'ai entendu le moteur tourner, les gens se saluer, se congratuler « Salem ! Salem ! » et enfin la porte de la voiture se refermer.

J'avais peur qu'il ne m'entende respirer mais la voiture était vieille et faisait un bruit d'enfer.

Au fur et à mesure que nous avancions, l'obscurité s'installait. Je me demandais s'il fallait que je me manifeste. Et s'il me jetait hors du véhicule ? Et s'il me battait ?

Beaucoup d'interrogations tournoyaient dans ma tête et pourtant il fallait que je signale ma présence avant le passage de la frontière. J'étais en pleine réflexion quand la voiture ralentit et s'arrêta.

Le monsieur sortit. La peur me tenaillait. Je relevai la tête et réussi à m'extraire très difficilement de ma cachette.

Je vis le monsieur par la vitre arrière fumer sa cigarette et acheter de la limonade au petit commerce en bord de route. Ma décision était prise.

Dès que le monsieur remonta dans sa voiture et après qu'il eut fermé la portière je me suis manifestée. « Monsieur ! Excusez-moi ! » Il m'a regardée, interrogatif, puis passa la main sur son visage comme s'il voulait chasser cette image devant lui et très en colère il se mit à crier :

« Pourquoi as-tu fait ça ? Limadha (pourquoi) ? », et là, je fondis en larmes. Je sanglotais, incapable de m'expliquer. Le monsieur alluma une autre cigarette, l'air vraiment paniqué.

Il m'expliqua les risques encourus pour lui et pour moi. Il me dit que si la police me découvrait, c'était la prison pour lui car il pouvait être considéré comme un passeur et une grosse amende pour moi avec le retour au bled et une interdiction sur le territoire français. Je me suis calmée et tremblante, je lui ai raconté ce qui m'arrivait. Il ne décolérait pas, mais rangea le chargement de façon que les boîtes soient bien empilées et que personne ne puisse déceler qu'une jeune fille quittait son pays de façon frauduleuse pour rejoindre la France. Pourvu que la « baraka » soit du voyage !

À chaque arrêt, j'imaginais un contrôle et l'ordre de vider la camionnette, comme cela arrivait très souvent.

Nous voici enfin sur le bateau, je suis restée dans la voiture, sous les cartons, dans la soute. Le voyage fut long. Je n'avais pas faim mais j'avais froid et au petit matin mon pied gauche était ankylosé à cause de l'immobilisation forcée.

Pendant que j'organisais la fuite de mon pays, j'avais récupéré le téléphone et l'adresse de mon cousin à Montpellier.

Ne pouvant plus faire marche arrière, le chauffeur accepta que je prenne rendez-vous avec lui à la sortie de Marseille. Sur cette place où se fit l'échange, j'ai quitté la camionnette et il a pris l'argent. Ce souvenir restera à jamais gravé dans ma mémoire.

Une fois arrivée dans la maison de ma tante j'ai pu me laver, elle me donna des habits propres et le soir même je reprenais le bateau pour Bastia.

Quand j'ai débarqué dans cette ville, je ne savais plus si c'était un rêve ou bien la réalité.

C'était le mois de mars et j'avais vingt ans.

Je n'avais pas averti mes parents de crainte qu'ils ne s'opposent à mon départ. Alors quand j'ai tapé à la porte, ma mère était là. La surprise et la joie furent telles qu'un tremblement s'empara de tout son corps et elle ne put émettre aucun son.

Voilà donc comment j'ai quitté mon bled pour retrouver mon noyau familial en France et commencer ma vie de sans-papiers.

Pendant quelques jours, j'ai fêté les retrouvailles avec ma famille qui m'avait tant manqué mais la réalité reprenait ses droits.

J'étais en France, à Bastia, je n'avais même pas un visa de tourisme, puisque j'étais rentrée clandestinement. La famille autour de moi augmentait mon stress. Mes parents habitaient dans une cité où la police faisait des rondes fréquentes. Je ne pouvais espérer aucune régularisation de ma situation, me disaient-ils, car il fallait attendre cinq ans. Je faisais partie de ces femmes, ces hommes qui ne peuvent prouver leur droit d'exister sur un territoire.

Il fallait être très prudent et ne pas se faire arrêter. Alors je vivais dans ma chambre, paniquée au moindre coup de sonnette. Prisonnière de cette situation, je n'avais aucun contact, aucune relation, et cela dura deux ans.

Mon père, qui travaillait là depuis trente ans, connaissait beaucoup de monde. En particulier, une personne malade, qui avait besoin d'aide tous les jours, accepta de me faire une promesse d'embauche.

Je ne savais pas encore comment m'en sortir mais avoir quelques fiches de paye me rassurait.

Les mois passèrent et j'eus de la chance car le dentiste, le coiffeur, le docteur, les personnes qui me donnaient un peu de travail acceptèrent de témoigner de ma présence en Corse.

Et puis un jour à la télévision, j'entendis parler des sans-papiers et d'une association qui s'en occupait. C'est ainsi que j'ai établi le contact. Je commençais à exister.

La longue marche pour arriver à la carte de séjour commença.

J'étais célibataire, sans véritable travail, j'habitais chez mes parents. Apporter des preuves et des attestations fut un vrai parcours du combattant.

Aujourd'hui j'ai trente-six ans, j'ai ma carte de séjour de dix ans et la double nationalité française et marocaine. Je travaille en milieu hospitalier. Il y a des personnes qui n'aiment pas les Arabes mais qu'importe, j'apporte à ceux qui en ont besoin mon sourire et mes compétences.

Ils ignorent que c'est grâce à une boîte en carton que je suis parmi eux aujourd'hui.

Nourid

Je suis marocain.

J'habitais un petit village du Moyen Atlas marocain dans la région de Meknès. J'ai deux frères et une sœur. Nous habitions une maison en briques rouges composée d'une seule pièce. Le feu qui se trouvait au centre était allumé et entretenu par ma mère. Il servait à la cuisson des repas ainsi qu'à nous réchauffer. La nuit, il fallait se rapprocher le plus possible de cette source de chaleur car la température tombait en dessous de zéro.

C'est avec mes frères que j'allais chercher le bois. Il fallait repérer les branches sèches sur les quelques arbres décharnés qui s'offraient à nous et, avec une corde, réussir à les accrocher afin de les tirer jusqu'à la maison. Mais j'avais huit ans et pas assez de force.

J'étais toujours triste car mon père me manquait.

Il était parti en France il y a vingt ans chercher du travail car la vie chez nous était vraiment trop dure. Depuis il s'était installé en Corse.

J'aurais préféré aller à l'école mais ma mère disait que c'était loin et le chemin trop escarpé. Ma sœur préparait le pain au petit matin, puis partait avec ma mère au point d'eau laver le linge. Mes frères eux s'occupaient du petit lopin de terre qui se trouvait devant la maison. Ainsi nous avions quelques pommes de terre et des oignons, aliments qui constituaient habituellement nos repas avec de temps à autre, un morceau de viande de chèvre à partager avec nos voisins.

À quelques kilomètres de nous, il y avait un monsieur qu'on appelait Jean. Ce monsieur avait besoin de nous car disait-il les enfants grimpent plus vite aux arbres.

Des arbres, il en avait beaucoup. C'était des oliviers à perte de vue et nous passions de branche en branche pour remplir au plus vite notre panier.

Nous avions juste quelques minutes pour manger une portion de gâteau de semoule et rien que cela pour calmer notre faim. Ce qui nous peinait beaucoup, c'est qu'il était interdit de parler avec les autres enfants qui travaillaient avec nous. Le monsieur disait que le bavardage faisait perdre du temps.

On finissait la nuit tombée et c'est à dos d'âne que notre oncle nous ramenait à la maison. Le patron lui donnait vingt dirhams par jour et sûrement pas grand-chose pour nous. Nous étions tellement fourbus que nous n'arrivions plus à avancer.

Dès notre arrivée, ma mère nous préparait un dîner frugal et nous installait les paillasses sur un sol dur et froid sur lequel on déposait notre fatigue, et le sommeil nous enveloppait rapidement. Et toujours je pensais à mon père.

Ce père qui avait trouvé du travail en Corse dans un village de la plaine venait nous voir tous les deux ou trois ans. Pour se payer le voyage, il fallait qu'il travaille toujours plus. Ma mère, le jour venu, l'attendait sur le pas de la porte des heures durant. Elle enrubannait ses cheveux et revêtait un caftan brodé qui la rendait tellement lumineuse.

Quand le Prince tant attendu arrivait, sa présence apportait joie et réconfort ainsi que les présents qu'il sortait de son bagage. À chacun de ses retours, on le trouvait toujours plus vieilli et son visage buriné prouvait à quel point la vie là-bas était dure. Dans la maison où il vivait, nous disait-il, ils étaient très nombreux et tous travaillaient y compris le dimanche, pour envoyer toujours plus d'argent à la famille.

Ce soir-là il faisait très chaud et nous étions assis dehors. C'est alors que mon père dit « Nourid part avec moi ».

Ma mère ne répondit pas mais au coucher elle me serra dans ses bras en disant : « Ya abni ealayk'an tastamie'iilaa'abih » (mon fils il faut écouter ton père).

C'est ainsi que j'ai quitté le bled.

À la sortie du bateau, mon cousin était là pour nous conduire dans ce village. Le voyage fut long. La route qui longeait la mer était inondée de soleil et me rappelait mon pays. J'avais hâte d'arriver. Mais quand je découvris où habitait mon père, ma déception fut telle que je restais pétrifié.

Sa maison était une baraque en planches et en tôles. Le robinet d'eau se trouvait à l'extérieur accroché à un poteau en bois. Vivre depuis vingt ans en France pour habiter ce baraquement ! Et pourtant, il vivait dans une ville.

J'étais déboussolé mais il était inutile de poser des questions à mon père car il ne répondait jamais et je compris que pour lui c'était une conduite à tenir.

Tous les matins, en silence, sa musette sur le dos, il partait rejoindre ses camarades pour faire les vendanges, cueillir des clémentines, des kiwis ou nettoyer les propriétés.

Parfois le patron lui faisait un contrat mais souvent il travaillait à la journée au noir comme on a l'habitude de dire et avec pas grand-chose dans ses poches.

Le lendemain de mon arrivée, il me réveilla de bonne heure et m'emmena avec lui. Nous marchions l'un derrière l'autre, dans le petit chemin qui nous conduisait jusqu'à la personne dont le rôle était de recruter les nouveaux arrivants en fonction du travail à faire. Mais les pourparlers n'aboutirent pas.

Je revins sur mes pas et près de notre baraque, dans le champ qui longeait le sentier, un monsieur accroupi gardait son troupeau de chèvres.

Il ouvrit sa besace et en sortit du fromage et du pain enveloppés dans une serviette à carreaux. De la main, il me fit signe d'approcher et me prépara un délicieux casse-croûte.

Cet instant de partage fut pour moi un instant de bonheur et j'avais l'impression que peut-être le soleil pourrait briller aussi pour moi.

Au fil du temps, ce monsieur est devenu mon ami. Il me conduisit chez son frère pour peindre son appartement et il m'expliqua comment faire. Je découvris que j'aimais le contact avec les différents matériaux, la peinture, le plâtre, la chaux, et que cela apportait de la clarté à des murs ternes et délavés.

Au printemps, j'avais beaucoup de travail et je pouvais payer le loyer de notre abri que le neveu du berger venait réclamer chaque mois. Mais ma vie n'était pas simple. Sans papiers, je ne pouvais ni obtenir un logement, ni conduire, ni réclamer une fiche de salaire, et surtout je ne pouvais me rendre au pays pour voir ma famille. Je travaillais mais sans aucun droit. Je ne traînais pas non plus avec les camarades au bar ou sur les murets car les voitures de gendarmes patrouillent souvent dans les quartiers où les Arabes ont pour habitude d'aller et les contrôles sont nombreux.

Un soir, en rentrant chez moi exténué, démoralisé par mes conditions de vie, je me suis arrêté pour parler avec les enfants du voisin. Le papa me questionna et face à mon désespoir me donna les coordonnées d'une association qui s'occupait des sans-papiers.

Dès que j'ai pris contact avec cette association des rapports humains s'établirent.

On m'appelait enfin par mon prénom Nourid. Toutes ces années, pendant quinze ans, pour tous, j'étais Mohamed.

Certes le dossier était difficile à constituer. Je n'avais pas de fiche de paye alors que j'avais toujours travaillé, pas de quittance de loyer alors que je réglais tous les mois mon

hébergement dans ce baraquement avec mon père. Comment prouver à la préfecture ma présence sur le sol français. Il me fallait trouver des preuves.

Je fis le tour des entreprises qui m'avaient embauché.

Pour elles, j'ai travaillé le jour, parfois la nuit, tantôt sous la pluie, parfois sans sécurité et souvent non déclaré. Mais le refus de me faire une attestation fut général et peut-être fallait-il que je paie la « délivrance » du contrat de travail. Les mauvaises langues disent que certains patrons acceptent et que les malversations sont nombreuses. Je n'avais pas d'argent à donner.

Les preuves de ma vie ici furent apportées plutôt par des particuliers.

Des hommes, des femmes que je croisais au bureau de poste, le coiffeur qui me connaissait depuis des années, le docteur chez qui j'accompagnais mon père et tous ceux à qui je faisais des menus travaux de quelques heures : jardin, débroussaillage, peinture… Cela correspondait plutôt à un pacte de solidarité. Je remercie infiniment tous ces gens-là. Certes, il y a beaucoup de gens qui nous rejettent mais d'autres qui savent nous accueillir.

La personne qui s'est occupée de mon dossier m'apprit aussi à comprendre le français, à le parler à défaut de savoir l'écrire.

L'écriture de la langue française est très difficile et j'aimerais apprendre un jour, mais les cours d'alphabétisation se font à une heure où je ne suis pas rentré du travail et de plus il y a surtout des femmes. Personnellement ça ne me dérange pas, mais mes camarades disent qu'elles n'apprécieraient pas.

Voilà onze ans que je suis sur le sol français mais mon dossier, par manque de preuves suffisantes, ne pouvait être accepté par les services publics.

Alors grâce à des camarades qui avaient une voiture, j'ai parcouru la Corse de long en large pour retrouver l'épicier, le maraîcher, le maçon, l'entreprise de nettoyage.

Avec l'aide de l'Association, des dizaines de communications téléphoniques furent données, de très nombreuses démarches furent effectuées car je devais produire des pièces attestant de la véracité de mes dires à partir de mon année d'arrivée en Corse. Présenter un dossier incomplet à la préfecture est risqué et on peut se retrouver dans un centre de rétention avec une obligation de quitter le territoire vers le pays d'origine.

L'aide apportée fut d'une importance capitale et j'ai retrouvé l'énergie qui me permettait de ne pas abandonner.

Ainsi deux ans après la prise en charge de mon dossier et après treize ans passés en Corse, la préfecture me délivre un récépissé de six mois puis ma carte de séjour.

J'avais l'impression de vivre un rêve.

Après une si longue absence, je pouvais enfin retourner dans mon pays le Maroc et surtout aller embrasser ma mère.

Vous qui lisez mon récit, sachez que notre parcours dure toujours plusieurs années et parfois nous vivons clandestins toute notre vie.

Mon voisin qui vit dans un baraquement est là depuis trente ans. Si vous le rencontrez, il est très maigre, courbé, avec des lambeaux de dents noircies, il fait les poubelles et ce sont les voisins qui lui apportent un peu d'aide pour survivre, parfois un tricot, parfois un bout de pain. Il a toujours travaillé et toujours au noir. Il est illettré. Mais quand il traîne dans les jardins, dans l'espoir de trouver quelques heures de jardinage, il est content de trouver un sourire, un bonjour, une aide. Peut-être qu'à cet instant-là, il se rappelle que son prénom est : Sihamed.

Et quand je les vois passer dans nos rues,
Étranges étrangers, humanité nue
Et quoi qu´ils aient fui, la faim, le fusil,
Quoi qu´ils aient vendu,
Je ne pense qu'à ce bout de couloir
Une valise posée en guise de mémoire.

Juliette

Marie

Je suis camerounaise. Au Cameroun, j'habitais la ville, et j'étais enseignante. J'ai trois enfants, j'étais mariée et je suis veuve aujourd'hui. Deux mois après le décès de mon époux, une réunion avec tous les membres de la famille a eu lieu. Elle était organisée pour moi. La famille de mon mari possède des champs où ils cultivent fruits et légumes et elle ne connaît pas la pauvreté.

Mais en Afrique on ne partage pas les terres, le patrimoine doit rester entier et donc dans la famille. La seule solution préconisée par mon beau-père était d'épouser le frère de mon mari. Tous me regardaient interrogatifs et ma réponse fusa : « Je ne veux pas. »

Ils se mirent à parler entre eux, ma belle-mère se jeta par terre en implorant le ciel et j'étais tellement furieuse que j'ai quitté la pièce.

J'avais l'impression d'être trahie par cette belle-famille et, en plus de ma tristesse, une colère m'envahit. Non je ne voulais pas de cet homme qui ne ressemblait en rien à mon mari, son frère.

Le lendemain au lycée j'en ai parlé avec ma collègue qui était mon amie. J'ai également parlé avec mon cousin qui était en Corse et avec qui j'avais gardé le contact. Tous les deux me tranquillisèrent.

Mais le soir en rentrant de l'école j'ai trouvé ma belle-mère assise par terre qui m'attendait à l'entrée de la maison. Elle me supplia de ne pas m'énerver et m'apporta une infusion à boire pour me calmer. Par correction, j'ai bu pour ne

pas envenimer les rapports. J'ai passé une soirée tranquille avec mes enfants qui étaient ma richesse à moi.

Le lendemain, alors que je préparais le petit-déjeuner pour ma petite famille, on frappa à la porte : c'était mon beau-frère. Un frémissement s'empara de tout mon corps, je bégayais, je répétais que j'étais en retard pour le travail mais il s'installa et demanda à boire. Oui, tout le monde savait que cet homme était un ivrogne, violent, qui se bagarrait tout le temps et voici que pour une histoire de propriété il m'était dévolu. J'eus du mal à m'en débarrasser et je suis arrivée à l'école en retard et en pleurs. Depuis ce jour-là, je vivais dans le stress et la peur de tout : du bruit sous ma fenêtre, d'une voiture qui stationnait, des pas dans l'escalier.

Je devenais très nerveuse. Lui, son seul souci était de venir m'importuner. Ayant l'accord de sa famille, il était évident pour lui que je devais devenir sa femme et donc déjà prête à lui obéir. Il me faisait l'honneur de sa visite tous les matins. J'étais obligée de l'accepter, disait-il, car lui seul pouvait remplacer son frère, mon mari. Ce qui devenait inquiétant, c'est que mes enfants commençaient à le craindre. Très vite, c'est deux et trois fois par jour qu'il venait à la maison, demandait à manger et surtout à boire.

Il arrivait avec la potion de sa mère et m'obligeait à vider la tasse pendant qu'il s'alcoolisait. Au Cameroun, les traditions sont très fortes et on a coutume de donner des herbes à ingurgiter ou à mettre dans le nez. À bout de nerfs, la lassitude m'envahissait et je restais persuadée que les breuvages de la belle-mère étaient responsables de mon état.

La nuit le sommeil me quittait et des questions sans fin tournoyaient dans ma tête. Un matin, je suis arrivée au lycée, exténuée par mes réflexions et la décision que j'avais prise : j'annonçai à ma collègue qu'il n'était plus possible de vivre ici. J'avais trop peur. Il fallait que je parte. J'avertis

également mon cousin en Corse. J'informai ma sœur au dernier moment et c'est elle qui se chargera de mes trois enfants.

Je travaillais. J'avais de l'argent. Dans un déchirement sans égal car j'abandonnais mes enfants, j'ai pris l'avion pour Tunis. Quand j'ai débarqué, une amie du pays, qui vivait là depuis des années, m'attendait. J'ai vécu chez elle quelques mois en attendant de trouver les informations nécessaires pour embarquer pour l'Europe, et c'est en Corse que je voulais vivre ma vie grâce à ce cousin qui y habite. Il s'appelle A. Je le considère comme un frère et, petits, nous habitions la même maison. J'attendais de connaître le jour décidé par le passeur. Ce fut un mardi. Nous étions en octobre et j'étais pressée de m'éloigner le plus loin possible de mon pays. J'ai averti mon cousin, la mer était encore chaude en Corse disait-il, et on pourrait aller se baigner. Par ces mots il voulait sûrement m'apporter un peu de soutien.

Quand j'ai mis le pied dans ce canot en plastique il y avait beaucoup de monde, beaucoup d'Africains, et surtout je n'étais pas rassurée du tout. Il y avait des femmes avec des enfants et même des bébés. J'étais malheureuse de voir tant de souffrance. Quand le bateau se mit en marche, il y eut une forte émanation de pétrole. Nous avons navigué pendant plus d'une heure, après quoi l'eau a commencé à pénétrer dans la coque du bateau qui avait du mal à avancer et autour de moi, beaucoup de cris, de prières, de pleurs, de bras levés qui appelaient à l'aide, ou des mamans recroquevillées serrant leurs enfants. J'étais tétanisée, j'avais déjà les pieds dans l'eau, incapable de prendre une décision.

L'embarcation dérivait, on était encore tout près de la côte et personne ne nous venait en aide. Puis le bruit d'un moteur, un bateau qui venait vers nous et ce furent des cris de joie. Shukrana alhi ! Merci mon Dieu ! Mais tout à coup ce fut l'horreur. Nous avions dérivé. Ce n'étaient plus les côtes

tunisiennes mais les côtes libyennes. C'étaient des garde-côte libyens qui nous avaient repêchés, nous poussaient pour nous faire avancer plus vite et nous nous sommes retrouvés dans une maison aux fenêtres fermées, une lumière aveuglante au plafond éclairait la pièce. On se disait bonjour avec les yeux, mais au moindre chuchotement, l'un ou l'autre redressait son arme et venait vers nous menaçant. Cela nous glaçait le sang.

Une chose qui m'inquiétait, c'est que personne ne nous demandait notre nom, toutes des anonymes, et aussi où étaient les enfants ? Mais la fatigue aidant, certaines femmes s'étaient assoupies, d'autres hagardes ne se posaient plus de question. La nuit fut longue.

Au matin, plusieurs hommes entrèrent dans la pièce, toujours armés, sans un mot. Nous jaugeaient-ils ? Ou leurs décisions étaient déjà prises ? Étions-nous du bétail prêt à la vente ? Ou devaient-ils profiter de ce bétail à des fins personnelles ? J'avais la chance ou la malchance d'être instruite et de comprendre ce qui se passait. Mais l'appréhension fige votre réflexion et, en tant que prisonnière, j'étais en leur possession.

Ils nous firent mettre des cagoules et nous poussèrent hors de la pièce. L'arme dans le dos et leurs cris, en arabe ou en anglais pour nous faire avancer plus vite, guidaient nos pas. Adhab ! Anjali ! Almutaqadima ! Allez ! Vite !

Peut-être allaient-ils nous libérer ? Mais comment de telles idées aussi irrationnelles peuvent-elles traverser l'esprit d'un être en danger ?

Le trajet fut de courte durée et une fois arrivées à destination, dans une autre maison ou hangar, la cagoule était retirée.

Ils arrivaient nombreux, à visage découvert, mais tous se ressemblaient. Plutôt jeunes, une barbe ou un collier, une casquette, et ils choisissaient la femme de leur délire qui

allait assouvir leurs fantasmes, leurs violences, leur déni de l'être humain.

Cela se passait tous les jours et c'est à neuf heures trente que tous les matins ils venaient chercher leur butin. Ils nous ramenaient vers midi dans notre pièce. Ils nous balançaient un sac dans lequel se trouvait du pain avec une sauce rouge pimentée à l'intérieur. Je pense qu'il y avait quelque chose dans ce sandwich qui nous faisait dormir. Tous les jours c'était le même cérémonial. Quand vous êtes emprisonnée et prostituée de force, mieux vaut ne pas rester éveillée. Je pensais à mes enfants, à mes élèves. Devais-je leur raconter mon parcours ? Au fil du temps, j'observais la dégradation de mes camarades détenues, de plus en plus soumises et en état de délabrement aussi bien physique que psychique. Nos geôliers étaient des monstres, sûrement pas des êtres humains. On avait compris qu'à certaines heures ils disparaissaient de notre « espace ». Alors on se permettait de chuchoter, le contact était nécessaire pour survivre.

Ma voisine était une métisse du Cameroun. Elle était très jeune et très belle. Elle me racontait que son geôlier devenait de moins en moins violent. Cet homme qu'elle voyait de force tous les matins aurait-il des sentiments pour elle ? Pour le moment elle ne faisait que subir.

On avait institué un rituel entre nous : compter les jours. Dans une telle situation, les heures sont longues et pourtant on ne savait plus quel mois c'était ou quelle saison. Une femme au retour de ses sévices du matin, malienne, ivoirienne, nigérienne ? je ne sais, tomba à terre et perdit connaissance. Un homme grand, farouche, l'a traînée par le cou en dehors de la pièce et nous ne l'avons jamais revue.

Avait-elle des enfants ? Qu'est-elle devenue ? Morte ?

Toutes, nous sommes restées impassibles face à ce déferlement de sauvagerie.

D'après ma « payse », nous étions à soixante-deux jours d'emprisonnement, notre état se détériorait et nous ne pensions même plus être libérées un jour. Mais un faible espoir naissait dans le cœur de ma voisine car les matinées avec son geôlier devenaient moins inhumaines. Avait-il été recruté de force ou ses convictions n'étaient pas celles d'un meurtrier ? Et puis un jour, où le silence était total à part quelques sanglots étouffés, elle m'annonça qu'il participerait à son évasion du camp. Elle monnaya le départ de sa tante avec elle. La tata, c'était moi. Au soixante-quatorzième jour, l'argent fut versé à un garde-côte par H., ce geôlier amoureux. Nous avons été accompagnées jusqu'à une embarcation. Il faisait nuit.

Il était difficile de penser qu'un être, vivant dans un climat de haine et d'horreur, puisse un jour laisser transparaître un brin d'humanité. L'amour a ses failles et peut être beaucoup d'irrationalité. Nous n'étions pas rassurées. Vers quelle destination nous menait-il ? Mais cette embarcation n'a pas chaviré et nous sommes reparties pour la Tunisie. Pourquoi ? Nous n'avons posé aucune question, trop pressées de nous retrouver ailleurs.

Je sais aujourd'hui que ces femmes et ces hommes qui connaissent l'enfer de la Libye ne peuvent en échapper qu'en s'enfuyant. Mais les occasions ne sont pas nombreuses. Cependant il y a connivence entre les passeurs et les garde-côte libyens. Moyennant de l'argent tout peut toujours se régler.

En Tunisie ma cousine nous a récupérées et a du mal à me reconnaître car j'avais trop maigri. Un coup de téléphone à mon cousin. Il m'attend. Aidées par ma cousine, grâce à de l'argent, nous sommes parties par avion. Cette petite qui m'a sauvé la vie et dont je suis la tata est arrivée en Corse avec moi. Elle s'appelle Josiane. Elle a fui la polygamie et a trouvé l'horreur dans un pays appelé Libye. Aujourd'hui, elle a préféré partir sur Nice pour des raisons personnelles.

Moi, je suis en train de constituer mon dossier concernant le droit d'asile. Sera-t-il accepté ?

Je veux travailler et suis toujours à la recherche d'heures de ménage ou faire la plonge dans un restaurant ou encore garder les personnes âgées, peu importe, mais il faut que je gagne ma vie afin d'être indépendante et surtout pouvoir envoyer de l'argent au pays pour mes enfants qui me manquent énormément. J'espère que cette terre des droits de l'homme saura nous accueillir dignement.

Oh ! qu'elle est belle notre chance
Aux mille couleurs de l'être humain
Mélangées de nos différences
À la croisée des destins
Vous êtes les étoiles, nous sommes l'univers
Vous êtes un grain de sable, nous sommes le désert
Vous êtes mille pages et moi je suis la plume
Oh oh oh oh oh oh oh
Vous êtes l'horizon et nous sommes la mer
Vous êtes les saisons et nous sommes la terre
Vous êtes le rivage et moi je suis l'écume
Oh oh oh oh oh oh oh.

ZAZ

Inès

Je suis marocaine. Mon prénom est Inès. Je suis née pas trop loin de Marrakech. Les touristes connaissent cette ville mais ignorent souvent comment on vit dans ces villages berbères. C'est là que je suis née.

Mes parents habitent toujours dans cette région. Chez nous la vie est vraiment très dure.

Ma mère pleurait tous les soirs. Elle avait trois enfants et souvent par manque de nourriture nous nous rassemblions chez nos voisins pour partager une maigre pitance.

Eux aussi étaient pauvres.

Quand il pleuvait mes parents étaient très contents car ça faisait pousser le blé et les tomates grossissaient.

Notre maison était en pierre, plutôt petite. La naissance du troisième enfant compliquait considérablement la vie de la famille.

Un jour, un cousin qui travaillait comme éboueur à Paris et en congé au bled est venu nous rendre visite comme d'habitude. Mais chez nous c'était encore pire que l'année passée.

Ma mère se leva dans un état d'épuisement indescriptible, elle me montra du doigt en disant : « Prends-la. Il faut qu'elle parte avec toi, il n'y a plus rien à manger ici. »

Je n'ai pas bougé. Je jouais avec mon frère par terre et je n'avais pas tout compris mais c'est vrai qu'on avait faim tous les jours.

Mon cousin resta debout, plutôt gêné, ne sachant quoi répondre et il appela au téléphone son père, le frère de ma mère.

La conversation fut longue mais des informations furent données : il fallait faire mon passeport.

Cela dura deux mois, puis me voilà partie avec mon petit sac, mais je ne comprenais pas pourquoi moi, la fille de la maison, qui malgré mon âge aidais déjà ma mère, devais rejoindre ce cousin en France.

Il s'appelait Djamel et j'avais neuf ans.

Le voyage fut long et, arrivés à Paris, nous étions dans un car quand il m'expliqua ce qu'il devait faire.

Il habitait dans un foyer de travailleurs, je ne pouvais donc pas vivre avec lui. Mais il a une amie très gentille qui va s'occuper de moi. Il m'y déposa mais seule sa fille était à la maison. Elle avait dix ans et s'appelait Yasmina.

Elle me racontait que sa maman travaillait beaucoup, qu'elle rentrait tard mais qu'elle nous avait préparé du pain et des sardines et que j'irais à l'école le lendemain avec elle. La maîtresse était au courant que j'arrivais.

J'eus la joie de connaître cette maman le jour suivant et elle partit avec nous voir la directrice.

Je ne sais ce qu'elle lui a dit mais tout le monde a été très gentil avec moi, j'ai mangé avec tous les autres enfants et c'est Yasmina qui m'attendait à la sortie de l'école pour me ramener à la maison. Cela dura quelques mois.

Un dimanche, mon cousin est venu comme d'habitude nous rendre visite avec un sac de victuailles, de quoi manger pendant des jours. Il a beaucoup parlé avec sa copine qui avait l'air contrariée.

Quand on travaille beaucoup, tôt le matin et tard le soir, ce n'est pas facile de s'occuper des enfants et ainsi, tous ensemble, nous avons rendu visite à une autre copine.

Il fallait que je change de maison et là tout irait très bien pour moi.

Mais cette dame travaillait dur aussi et c'est en courant qu'elle m'accompagnait à l'école. J'avais l'impression qu'elle ne savait pas quoi faire de moi.

J'attendais longtemps à la sortie de l'école, près du portail, qu'elle vienne me chercher, et je pensais à ma mère. Après quelques mois, me voilà encore dans une autre famille. Mais cette dame ne m'envoyait pas à l'école. Je gardais ses enfants et je faisais le ménage. J'étais malheureuse et je pleurais beaucoup.

Ainsi en trois ans, j'ai connu trois maisons et deux écoles, et je commençais à regretter mon petit village même si on ne mangeait pas à notre faim.

Puis un soir, mon cousin est venu m'annoncer qu'il quittait Paris. Des camarades en Corse l'avaient contacté pour travailler dans une entreprise du bâtiment.

Je me suis précipitée dans ses bras, l'implorant de m'emmener avec lui et j'ai pleuré longuement.

Lui seul connaissait mon village, mes parents, savait qui j'étais. Il ne pouvait pas m'abandonner, son père ne lui aurait jamais pardonné.

Alors par un matin pluvieux, nous voici dans un carrefour de banlieue attendant la voiture d'un camarade qui « descendait » sur Marseille.

J'avais très peur que cette vieille voiture ne tombe en panne et que la police ne nous arrête mais le véhicule a tenu bon et une fois dans le bateau, me voilà rassurée, on ne pouvait plus m'abandonner.

Mon cousin m'a offert un lait chaud et j'étais presque contente.

Arrivés à Bastia, notre périple s'est poursuivi pendant plus d'une heure et c'est dans un endroit où il y a des vignes, des maisons pas très belles et des enfants qui jouent dehors,

deux garçons et trois filles, que le véhicule s'arrête. C'est avec elles que je vais dormir. La maison est en pierres, longue mais étroite, avec des tissus aux fenêtres pour remplacer les persiennes. Notre chambre était la dernière pièce de la maison. Il y avait quatre petits lits et des cartons par terre où elles mettaient leur linge. Pour faire leurs devoirs, une petite table peinte en bleu trônait au milieu de la pièce. Les toilettes se trouvaient à l'extérieur, mais ce n'était guère dérangeant car le champ était grand, et pour se laver il y avait un robinet d'eau dehors, accroché au mur.

Quand on vit dans la pauvreté, à douze ans on est déjà mature et on participe aux tâches de la maison, mais j'ai tout de même envie de m'amuser avec eux.

Ici tout le monde a l'air très occupé. Ça ne grouille pas de gens comme à Paris et ce n'est pas non plus désert comme dans mon village.

À l'heure du repas, nous mangeons ensemble et la dame de la maison me demande de l'aider. « Bikuli surur » : avec plaisir. Ça deviendra ma tata.

Pour aller à l'école il faut prendre un autocar et mon cousin m'y accompagne pour parler avec l'instituteur. Ce dernier m'explique beaucoup de choses, parfois les autres enfants se moquent de moi car je ne parle pas bien le français, mais le maître est toujours là pour me soutenir.

Arrivée à la maison je n'ai pas beaucoup de temps pour faire mes devoirs car je prépare le repas avec la tata. Jamais je n'aurais pu apprendre à lire et à écrire au Maroc car dans mon village il n'y a pas d'école. Elle se trouve dans un autre village, mais elle est payante et mes parents n'ont pas d'argent. Les filles de parents pauvres n'ont pas la possibilité d'y aller et aussi les enfants les plus démunis au Maroc se marient très jeunes.

L'année scolaire se termine, l'été arrive, on peut s'amuser sous l'olivier qui déploie ses branches près de la maison.

Quand il fait beau on mange toujours dehors et c'est Abdel qui s'occupe du brasero. Une fois par semaine, souvent le vendredi, je prépare avec la tata des keftas et un grand couscous pour partager avec les ouvriers d'à côté.

C'est ainsi qu'après un repas, mon cousin me présente un de ses copains en me disant qu'il est très gentil. Il était assis en face de moi, cheveux noirs, une barbe, un beau sourire et les seuls mots qu'il prononça : « Aniha jamilat jidana ! » (Elle est très jolie !)

J'ai quatorze ans, je ne suis pas malheureuse, je mange à ma faim, mais je pense souvent à ma famille là-bas. Comment va ma mère ? Mon père a-t-il un travail ? Ont-ils de quoi manger ?

À présent je sais parler français, même si ma prononciation est mauvaise. La voyelle « i » s'invite souvent dans mes phrases à la place du « e » ou du « a » mais l'essentiel c'est d'être comprise.

Cependant une nouvelle qui me peina beaucoup est arrivée à la rentrée scolaire.

L'instituteur qui s'occupe de moi a informé mon cousin que l'école où je dois aller se situe plus loin, je dois prendre un autre car, c'est une classe spécialisée dans un collège. Ça devenait plus compliqué pour moi car le voyage est plus long. Mais j'avais beaucoup de professeurs et j'apprenais plein de choses.

Quand le soir je retournais en autocar à la maison, même si certains se moquaient de moi, je m'installais dans un siège près de la vitre et pendant le trajet je récitais dans ma tête tout ce que je venais d'apprendre et je rêvais. Peut-être qu'un jour moi aussi je serai une maîtresse, j'aurai de l'argent et j'achèterai une maison au Maroc pour mes parents et puis ma mère n'aura plus mal au dos car elle ne dormira plus jamais par terre mais dans un grand lit à baldaquin. J'achèterai un ballon rouge à mon frère, et puis mes pensées arrêtent

ainsi de vagabonder car l'autocar stoppe et je dois quitter le véhicule.

Mais ce soir encore je ne pourrai pas faire mes devoirs car chez la tata il y a ses enfants, mon cousin, son frère, ses deux copains et moi. Alors je dois l'aider car elle est gentille et travaille beaucoup. Le dimanche je cueille aussi les fruits avec elle, kiwis ou melons, et parfois on les vend sur le bord de la route.

Le temps passe, je n'ai plus entendu la voix de ma mère depuis longtemps, mais mon cousin dit que tout va bien. Je ne peux pas encore aller les voir car je dois faire mes papiers mais lui va s'en occuper quand il ira là-bas.

Cette année-là, il partit au mois d'août quand, à Marrakech, la température est proche de quarante degrés. À son retour, il parla longuement avec ma tata et me montra la robe qu'il avait achetée là-bas. Il dit que ma mère allait très bien et cela me réconfortait. Elle trouvait le vêtement très joli et la couleur lui plaisait beaucoup paraît-il, bleue comme le ciel et avec des dentelles couleur or.

« Mais je ne pourrai pas la mettre à l'école », lui dis-je ! Il me sourit et me répond qu'elle servira pour la fête. Pas très curieuse et plutôt insouciante je n'ai pas réalisé que j'étais concernée.

Alors que je m'apprêtais à passer une nouvelle année scolaire avec joie et enthousiasme car j'avais un examen à passer et j'avais trop hâte d'apprendre, le repas de ce dimanche-là accueillit beaucoup de monde. Quand tous furent assis, mon cousin servit un verre de lait et annonça mon mariage avec le copain qui me trouvait jolie. On aurait dit qu'une bombe m'explosait au visage.

J'ai jeté la chaise sur laquelle je me trouvais et je m'enfuis à travers les vignes de plus en plus vite, jusqu'à ce qu'à bout de souffle, je tombe à terre, en pleurs, et je crie. À travers

mes sanglots on entend à répétition : « Arid amy » (Je veux ma maman).

Ma tata me relève, me console, me dit que le monsieur est très gentil et qu'on ne refuse pas car le cousin ne serait pas content.

On me ramène à table. On fera une belle fête et je pourrai mettre la jolie robe me disait-on.

C'est ainsi que six mois après je fus mariée. Je n'avais pas seize ans. J'ai quitté la tata qui serrait son foulard sur sa tête en me regardant partir et je fis un signe de la main à mes copines. J'étais très triste. Pouvais-je inverser le cours des choses ?

J'étais sans papiers, jeune, sans famille, et j'aurais aimé rester avec mes petites amies.

Le copain à la barbe m'emmena dans une petite maison où il n'y avait personne et me dit que ça serait notre appartement. Il s'appelle Bilal.

Là, j'ai compris que je n'irais plus à l'école. J'avais un livre, un seul, que m'avait donné le maître, je le serrais contre moi comme si c'était mon seul compagnon et je n'ai plus parlé de la soirée.

Cette nuit-là, dans une seule couche pour deux corps, j'ai rêvé de mon village, de ma mère, de mes frères, de mon père et même avec la faim, j'aurais tant aimé être avec eux.

Trop tard, je ne pouvais plus repartir.

Un « zife » serré sur la tête, mes journées se résument à faire le ménage, à préparer le repas et je cachais mon livre dès qu'il revenait du travail. Il disait que lire ne servait à rien.

J'étais loin de toute habitation donc presque toujours seule, sauf le vendredi où les ouvriers venaient prendre leur part de couscous ou de « msemene » (galettes à l'huile).

Je ne savais pas que lui aussi était sans papiers, et qu'il travaillait au « noir » car il ne trouvait pas de patron pour le déclarer.

Comment pourrais-je un jour être régularisée puisque j'étais entièrement dépendante de lui. Jamais je ne pourrais revoir ma famille.

Je devenais de moins en moins belle, de plus en plus ignorante et isolée du monde.

J'ai aujourd'hui vingt-neuf ans, trois enfants, et nous sommes une famille sans papiers.

Mon dossier a été remis à un avocat à Bastia voilà plus d'un an. J'ai versé de l'argent. Aucune réponse. Peut-être l'a-t-il égaré !

Pour moi, la vie est toute tracée mais j'aimerais que mes enfants puissent aller longtemps à l'école, très longtemps. Ils sont mineurs mais que deviendront-ils le jour de leurs dix-huit ans ? Il faut qu'ils aient leurs papiers, leur carte de séjour, pour faire leurs études et vivre librement. Sans peur. En fait, il faut qu'ils soient considérés comme des citoyens à part entière. Je voudrais que dans leur vie, ils ne connaissent ni l'exclusion ni l'expulsion.

J'ai fait une petite étagère accrochée au mur de la cuisine où se trouvent leurs cahiers de classe et où j'ai placé mon livre : *Les Mille et une nuits*. Grâce à lui, je m'égare et mes rêveries me plongent dans un monde imaginaire qui me fait accepter ma vraie vie.

Kadija

Je suis tunisienne.

Mes parents habitent la région de Kairouan.

Cette ville est connue pour sa mosquée et son passé historique mais, à la campagne où ils habitent, il n'y avait même pas de route pour arriver jusqu'à la maison. Il n'y a pas non plus de dispensaire pour se soigner, l'école est payante et la source d'eau est loin.

Chez nous rien n'est gratuit. Mes parents fabriquent des tapis mais la vie est trop dure et ils sont obligés de les vendre à bas prix.

Ainsi ils acceptèrent que je vive avec ma tante et mon oncle à Sousse car ma mère voulait absolument que j'aille à l'école. Je découvris la lecture à l'âge de huit ans et ce fut pour moi un enchantement. Grâce à mon oncle qui m'expliquait les mathématiques, j'ai pu faire des études et devenir institutrice. J'étais très heureuse. L'équipe éducative dont je faisais partie était très dynamique et parfois on se retrouvait le soir avec des enfants du quartier pour lire des textes et faire du théâtre.

Dans le groupe, il y avait un garçon d'origine italienne à la barbe noire qui riait beaucoup. Il s'appelait Tino.

Je suis tombée amoureuse de lui et c'est avec une impatience démesurée que j'attendais l'heure des répétitions.

Le dimanche, jour de repos, je partais chez mes parents, le voyage était exténuant.

Voir où ils vivaient me démoralisait mais ils ne voulaient pas quitter la campagne pour la ville où le chômage était très élevé et où il fallait de l'argent pour payer son hébergement.

Avec eux, je ne parlais jamais de Tino, mais eux me parlaient souvent d'un cousin qui vivait en France avec sa mère. Il s'appelait Hassan et venait au bled tous les deux ans. Il était bien plus âgé que moi, parlait beaucoup et sa présence me dérangeait.

Je trouvais cela pénible mais je n'y prêtais guère attention, mon seul désir étant de retrouver au plus vite mon copain italien.

Avec lui nous étions occupés à organiser une rencontre à Marseille avec d'autres groupes afin de créer une troupe théâtrale itinérante qui favoriserait les échanges culturels entre les deux rives de la Méditerranée. J'étais euphorique et je n'économisais pas mon énergie afin que cette initiative se réalise.

À l'été 2012, j'avais vingt-cinq ans. Nous étions au mois d'août quand je rendis visite à ma famille. Le cousin tant aimé par mon père était là.

J'étais tellement enthousiasmée par notre projet et préoccupée par la logistique à mettre en place que je n'ai pas réalisé tout de suite ce qui se passait.

Toute la famille était réunie. La table était dressée dehors dans notre petit jardin et l'ambiance était joyeuse.

Mais à la fin du repas, quand ma mère commença à remplir les verres de thé posés sur la table, mon père se leva et un silence se fit.

D'un ton très directif il prononça mon prénom et dit : « Kadija ma fille, voici le cousin venu de France et qui accepte de t'épouser. » J'étais abasourdie et au bord du malaise. J'avais l'impression que la pièce se rétrécissait et que les murs m'étouffaient.

Mais alors que j'avais du mal à respirer, les familles parlaient, s'agitaient, organisaient. Oui, on parlait de mon mariage.

Je n'étais plus celle qui partait avec sa troupe de théâtre faire des rencontres en France. Non ! J'étais une chose qu'on déposait dans les bras d'un homme que je ne connaissais pas.

Il fallait se dépêcher de faire les papiers pour le mariage car celui qui m'était dévolu devait repartir à la fin du mois.

Depuis ce jour-là, mon emploi du temps fut contrôlé, plus d'amis, plus de théâtre et je ne voyais plus mon amoureux.

Le jour du départ, c'est en pleurant, remplie d'une tristesse infinie que j'ai quitté mon pays en compagnie d'un homme que je ne voulais pas.

Après un long voyage, qui fut pour moi un cauchemar, j'arrivais dans un endroit non loin de Bastia où je découvris un petit appartement où je vis encore avec mon mari et sa mère.

Cette dernière est très méchante avec moi. Elle a un tatouage sur le front, elle est très maigre et très ridée.

Avec son foulard sur la tête et sa démarche voûtée, parfois elle me fait peur.

Toutes les tâches ménagères m'incombent, elle ne veut pas que je travaille à l'extérieur et toute décision est prise par elle et mon mari. Elle voudrait que j'aie un enfant mais la vie que je mène ne m'autorise pas à tomber enceinte.

Mon mari m'avait dit qu'avec ma carte de séjour je pourrais retourner au pays, mais il m'a caché beaucoup de choses.

Pour avoir au moins un récépissé, il faut que j'aie un travail avec des fiches de paye alors que je fais seulement le ménage de temps à autre chez les gens du quartier sans être déclarée. L'appartement n'est pas à mon nom ni à celui de mon mari mais au nom de ma belle-mère. En fait, je n'ai pas d'existence sur le sol français.

De plus, mon mari a omis de me dire que faute de fiches de paye suffisantes, sa carte de séjour lui a été refusée. Mon seul droit est et sera de vivre en me cachant.

J'ai une vie de misère psychique, matérielle et seule une voie s'offre à moi : la voie de la soumission. Le dynamisme qui me caractérisait, mes éclats de rire, mon envie d'aller toujours plus loin ont disparu.

Nous sommes en 2021 et je ne suis pas encore régularisée.

Pourquoi vivre ? Comment vivre ? Je suis totalement démoralisée et je ne vois aucune issue.

Une vie d'immigrée et de clandestine à la fois est d'une tristesse inouïe et ne mérite pas d'être vécue.

Noûr

Je suis marocaine

C'était une ruelle étroite d'un vieux quartier de Casablanca aux murs des maisons délavés par le soleil. Les hommes poussaient leur petite charrette aux roues grinçantes remplie d'objets hétéroclites qu'ils comptaient vendre au marché où se mêlaient légumes, pains odorants, viandes en attente d'être grillées, djellabas suspendues…

Derrière suivaient les femmes, foulard sur la tête. Elles frôlaient les murs à pas furtifs, apeurées et discrètes comme des ombres.

Un homme voûté traînait doucement son corps dans sa djellaba trop large. Il allait jusqu'au bout de la rue puis revenait et repartait d'un même pas tout en égrenant son chapelet, le regard mélancolique. Il s'asseyait enfin avec lenteur sur le pas de sa porte et attendait que sa femme l'appelle pour le repas.

Il glissait sur son tabouret, dans la pièce où sa famille l'attendait pour déjeuner. Avec lassitude, il allumait son poste radio, écoutait les informations puis l'éteignait. C'était toujours le même rituel.

À dix-huit ans, c'était un jeune homme aux yeux charbonneux et à la haute stature. Quand la Deuxième Guerre tambourina aux portes des États occidentaux, qu'Hitler voulait envahir, lui malgré son jeune âge, avait déjà des convictions.

Alors quand on est venu le chercher pour défendre la France, il partit avec enthousiasme et pour seul bagage

son maigre baluchon. Il n'avait jamais quitté sa ville. Les camions faisaient des haltes pour rassembler le maximum d'hommes et les amener au train. Le voyage fut long et il n'en connaissait pas la destination.

Enfin, le voici arrivé avec les autres camarades sur les rivages de la Méditerranée. Il débarqua dans une île : la Corse.

Et là, ils y vécurent l'enfer. Cela se passa au col de Teghime en octobre 1942, on les appelait les goumiers, (tribus ou gens, en arabe). Avec leurs tenues de Berbères et un courage agressif, ils engagèrent les combats. Les assauts furent terribles. Il y eut beaucoup de morts et de blessés mais ils rentrèrent victorieux dans Bastia.

Quand il revint de cette affreuse guerre une épaule endolorie par une blessure, il avait changé. Son luth près du sofa attendait son retour, mais lui qui chantait si bien et aimait tant la musique, il le relégua dans un coin de sa chambre.

Cette guerre avait tout changé.

Il était parti avec foi et ardeur défendre la liberté. Il espérait une reconnaissance de la part du gouvernement français mais ce dernier l'oublia. À cause du handicap dû à sa blessure de guerre, il ne pouvait faire que des petits boulots. Nourrir sa famille devenait très difficile et il ne connut qu'une vie de galère.

En 2002, année de sa mort, il percevait de l'État français trente euros par mois. Cet homme était mon père.

À sa disparition, nous vivions dans une petite maison, ma mère, ma sœur, mes deux frères et moi. J'étais la plus jeune. Dans le salon, un sofa avec beaucoup de coussins épousait l'angle de la pièce et c'est là que je dormais avec ma sœur et ma mère. La chambre était pour les hommes. Dans la cuisine, de gros faitouts étaient posés au-dessus du buffet. On s'en servait pour préparer les mets car la famille au Maroc est grande et cousins et tantes viennent souvent partager nos repas.

Dès l'âge de neuf ans, je découvrais les préparations culinaires.

J'ai appris tout d'abord à rouler la graine de semoule pour faire un bon couscous. Mon père m'avait envoyée à l'école. Il disait qu'apprendre c'était merveilleux et il m'a transmis cette envie de savoir. J'étais une très bonne élève et je parlais le français couramment mais, faute d'argent, je n'ai pu continuer mes études.

Alors je faisais des tatouages au henné pour les jours de mariage. Mais ce qui devenait très lourd pour moi depuis la disparition de mon père, c'était l'étau familial qui se resserrait de plus en plus.

Mes frères devenaient très sévères et mon oncle, croyant remplacer mon père, exerçait une surveillance de plus en plus étouffante. Il se permettait de me battre et de m'enfermer dans la chambre.

Ma mère tentait de me réconforter. Elle ne quittait plus la maison depuis la mort de son mari et ses sorties se résumaient aux maigres courses que nous faisions ensemble. Je participais à toutes les tâches ménagères mais une frustration de plus en plus grande me gagnait. Je ne pouvais définir ce mal-être qui s'amplifiait.

Un jour de juin, alors qu'il pleuvait, ma voisine était dans son petit jardin pour y ramasser quelques courgettes. Elle était enceinte. Je sortis l'aider. Elle s'appelait Fatima et bêcher la fatiguait.

Quand elle releva la tête je vis son visage inondé de pluie et de larmes. Elle me prit par le bras et on se réfugia dans l'allée d'amandiers qui bordent la rue en prenant bien soin de ne pas se faire remarquer. Elle posa sa tête sur mon épaule et pleura longuement. Nous sommes restées ainsi jusqu'à ce que les soubresauts de ses sanglots diminuent.

Elle me regarda fixement, les yeux bouffis et me dit : « Si tu veux vivre ta vie, ne reste pas là, pars ! » L'odeur de la

terre mouillée remplissait l'atmosphère mais cette fois-ci c'est mon visage qui ruisselait de larmes.

Ces mots résonnaient très fort dans ma tête et furent pour moi révélateurs.

J'étais dans mon pays avec ma famille mais j'étouffais.

Il fallait partir. En fait, je rejetais la culture marocaine.

Je ne pouvais continuer à vivre en ligotant mes désirs, en subissant les diktats des hommes de la famille ainsi que leur violence.

Pour mes frères, je devais impérativement rester à la maison en attendant qu'ils me présentent l'homme qu'ils avaient choisi pour moi. Ce que je n'osais m'avouer devenait une réalité. Je voulais décider de ma vie.

Je m'éloignai de ma voisine tout doucement en lui disant merci. Un tourbillon d'idées envahissait mon esprit.

Comme si je renaissais une deuxième fois, un mot comme une étoile scintillait devant mes yeux hagards : libre.

Dehors les bougainvilliers s'enroulaient aux arbres, les jasmins rampaient sur les murs de la ruelle apportant à mon odorat des fragrances particulières.

Mais une fois rentrée chez moi j'avais l'impression que ma maison s'étriquait.

Une métamorphose s'opérait en moi.

Je n'avais jamais observé la nature et là je découvrais un tableau végétal qui embaumait mes sens et m'apaisait. Une brise agitait légèrement les branches, séchait mes larmes et rafraîchissait mes joues.

Partir, oui, mais vers quel pays ?

Ma réflexion fut de courte durée. C'est en Corse que je devais aller, cette île dont mon père m'avait si souvent parlé et qu'il n'avait jamais oubliée.

Beaucoup de Marocains s'y trouvaient. Mais comment faire ? Je ne possédais que quelques dirhams en poche.

Alors tous les matins après le départ de mes frères je partais jusqu'au marché pour nettoyer l'étal de poissons. Les odeurs m'incommodaient mais je ne me plaignais pas.

Je ne devais pas faiblir malgré la fatigue. Quand ma voisine non voyante m'appelait pour monter les sacs de courses chez elle, l'escalier était étroit, les marches inégales, le poids trop lourd pour moi, mais en échange d'un peu d'argent, j'acceptais.

J'étais petite et frêle et parfois épuisée mais une force en moi me donnait l'énergie nécessaire pour continuer. Cependant il fallait que je rentre avant mes frères afin qu'ils me trouvent à la maison. Sitôt arrivée je me précipitais dans ma chambre, je cachais mon butin sous un vieux tapis effiloché et je posais mes chaussures dessus. Seule la femme de ménage secoue le tapis et cette femme c'était moi. J'étais rassurée.

Deux années s'écoulèrent. J'étais rompue à une vie de débrouille. Je ne refusais aucune tâche mais je m'interrogeais aussi. Quelle somme fallait-il ? Quels sont les prix des trains, des bateaux, des avions ? Je ne pouvais questionner mon entourage de crainte que mes intentions ne soient dévoilées à ma famille. Seule ma voisine Fatima le savait.

Elle m'aimait beaucoup et on se comprenait. Elle me présenta son beau-frère qui était français. Il m'aida à obtenir un visa de tourisme et ma cousine qui se trouvait dans un village de Corse, C., était prête à m'accueillir.

Il fallait que je parte rapidement car mon frère devenait de plus en plus pressant pour me marier.

J'approchais de la trentaine et les hommes de la famille avaient déjà trouvé qui devait partager ma vie. Cette idée me révoltait.

Je pensais à mon père. À cette nuit sans lune ou les ombres qui se dessinaient devant nous étaient provoquées par la lampe à faible éclairage posée sur la table. Il était très

fatigué. « Ma fille je vais partir, dit-il. Je regrette de n'avoir pu t'envoyer plus longtemps à l'école mais tu as un fort caractère et tu pourras acquérir des connaissances toute seule. Le jour où des sentiments obscurs t'envahissent ne te retourne pas. Ta vie est devant toi. »

C'était l'été ; toute la famille était là, le repas était bruyant et chaleureux, les hommes s'empressaient de vider les assiettes et nous les servions sans les faire attendre. Après la vaisselle, nous étions entre femmes et ça parlait et riait très fort.

Tellement contente, j'informe que j'attendais mon visa de tourisme pour aller en Corse.

Ma mère m'avait toujours soutenue, mais quand mon frère Hassan qui avait tout entendu se leva, elle ne broncha pas. Il me prit par le bras et me conduisit dehors en me serrant très fort. « Une fille comme toi qui cherche la liberté deviendra sûrement une traînée. »

Voici ses mots, mais la peur avait disparu et seul mon désir de partir se renforçait de jour en jour.

Les portes de l'angoisse se refermaient derrière moi et une lucarne s'entrouvrait, celle de l'espoir. Cependant il fallait savoir patienter. Des jours, des semaines, des mois passèrent encore et encore et puis un jour du mois de mai une lettre, une enveloppe au tampon du Consulat.

Comme un enfant qui serre dans ses bras le jouet tant attendu, je virevoltais dans la pièce, le papier tendu au bout de mon bras.

J'ai caché ma fébrilité car ma mère revenait de la prière. Mais au bout de quelques minutes et avec détermination, je lui annonçai la nouvelle. Mon visa était accordé.

Pas un mot ne sortit de sa bouche, elle savait que je ne reviendrais plus.

Nous préparâmes le dîner. Je la regardais en silence.

Je ne l'avais jamais vue aussi voûtée et son regard se perdait au loin.

Aurait-elle aimé changer de vie elle aussi ? Je ne le saurai jamais.

Elle me dit seulement de garder le silence afin que mes frères et mon oncle l'apprennent le plus tard possible.

J'étais d'accord. À partir de ce jour les préparatifs du départ commencèrent.

Au fur et à mesure que la valise se remplissait, mon passé s'enfouissait au plus profond.

Le 4 mars 2008 à six heures du matin, le bateau va accoster. C'est la ville de Bastia qui m'accueille.

La mer est calme, le ciel est bleu, ma cousine est là. Elle est très contente que je quitte quelques jours le bled pour voir autre chose.

Mais au cours du voyage pour se rendre au village je lui dis simplement que je ne retournerai plus là-bas et que ma décision était définitive. Ça la contrarie énormément et elle m'explique que trouver du travail n'est pas facile et que je m'expose à une vie de galère, de crainte et de misère.

Je ne l'écoute plus. À l'arrivée du printemps, cette luminosité apaisante me plongeait dans une douce quiétude. J'aurais voulu que ce voyage s'éternise mais les premières maisons du village apparaissaient. En contrebas, il y avait la mer. La voiture s'arrêta devant une petite maison en pierre.

L'appartement était petit. Elle me montra la chambre de ses filles et derrière la porte un matelas. Ça serait mon couchage. Je la remercie de me recevoir et lui dis combien j'étais contente. Mais l'émerveillement fut de courte durée. Son mari ne voulait pas de moi au village et il m'interdisait de sortir seule vagabonder.

J'étais désemparée, que faire ?

Je me suis réfugiée dans la chambre et j'ai continué la lecture du seul livre qui était en ma possession : *La guerre*

du Rif. Les conditions de vie de ces soldats n'avaient rien de comparable aux miennes alors autant se dire que ça ira mieux demain.

Mais ne pouvoir ni sortir ni travailler devenait très pesant. Serais-je à jamais une handicapée de la vie ? Et puis un jour ma voisine qui était marocaine tapa à la porte et m'invita à faire une balade dans le village.

Je dépassai les interdictions. Elle avait vingt-cinq ans, pleine de vie et riait très fort. Elle connaissait une personne âgée qui avait besoin d'aide. À son contact, une douce chaleur se répandait en moi. Mais je n'arrivais pas à vivre le temps présent. J'étais tenaillée par une peur incontrôlée. Une boule au ventre qui m'étouffait, un mal-être qui se transformait en souffrance comme quand mon frère me bafouait et me donnait toujours des ordres.

Ce soir-là, j'ai mangé seule avec ma cousine mais le lendemain, à l'heure du café, son mari vint vers moi, jeta ma valise à mes pieds, me prit par l'épaule et m'obligea à quitter la maison.

Tout tourbillonnait autour de moi. Je me trouvais dehors sans réaliser ce qui m'arrivait. Mes sanglots bloquaient ma respiration.

Je me jetai dans les bras de ma voisine qui s'avançait vers moi. Elle me consola et m'emmena chez elle. Elle savait que j'étais à la recherche d'un travail quel qu'il soit. Un coup de fil à une personne âgée confirma ses espérances.

C'est ainsi que le lendemain je me trouvais chez la mémé. C'était une petite femme habillée de noir, assise dans un fauteuil en bois devant la cheminée. Elle marchait avec difficulté et avait actuellement du mal à préparer ses repas. Elle m'invite à prendre un café. On parle. Elle me raconte sa vie. Elle me trouve triste et me propose de dormir chez elle prétextant qu'il lui fallait une compagnie la nuit. C'était une aubaine pour moi.

Ainsi une complicité naquit entre nous. Au lever, j'ouvrais grand les fenêtres malgré le froid qui pénétrait dans la maison. Les oiseaux avec leurs gazouillis nous rappelaient que le printemps arrivait. Les villageois bêchaient leur jardin et la vie, qui explosait de toute part, allégeait mes pensées. Cette grand-mère que je fréquentais depuis un mois était devenue aussi la mienne. Je la gâtais et elle me félicitait pour les petits plats que je lui préparais.

Mais un jour en revenant des courses je la vis avec un mouchoir dans les mains sécher ses larmes. Je me précipitai vers elle. Elle me regarda longuement puis m'enlaça. Elle m'annonça que son fils était venu la voir pour lui dire qu'il ne voulait pas d'Arabe à la maison. J'étais effondrée. Je la serrai fort contre moi et je suis partie me réfugier chez la voisine car je ne savais plus où aller.

Elle s'appelait Nacera.

Elle n'aimait pas les racistes et était outrée par le comportement de ce fils.

Le lendemain, elle prit son téléphone et après plusieurs appels, elle réussit à joindre une personne qui s'occupe des sans-papiers.

Ce contact fut fructueux.

Une femme membre d'une association est venue me chercher et nous sommes parties ensemble à Bastia. Elle m'aida à constituer mon dossier pour ma régularisation.

Après des années de souffrance, voilà dix ans que je vis à Bastia.

J'ai du travail, j'ai des amis et assez de personnalité pour plaindre les gens sectaires qui rejettent les étrangers.

Dans ses nuits, les cauchemars d'expulsion sont réguliers
Elle attend d'obtenir le statut d'réfugiée
Elle mendie au feu rouge avec la détresse comme bâillon
Elle se renseigne sur ses droits, petite princesse en rayon.

Grand Corps Malade

Aya

Je suis guinéenne. J'habitais Conakry.

Dans mon pays, il y a eu beaucoup de perturbations politiques. J'avais quatorze ans quand les militaires ont pris le pouvoir. Un coup d'État a été fomenté par Camara en décembre 2008 avec dissolution de toutes les institutions républicaines. Les opposants organisaient de grandes manifestations à Conakry qui duraient parfois plusieurs jours et mon papa y participait toujours. Tous rejetaient l'armée et le gouvernement en place. Ce jour-là, nous étions en septembre 2009, j'étais avec lui. Il me tenait par la main. J'étais contente et fière. Il y avait vraiment beaucoup de monde dans la rue. Les forces de sécurité ont commencé à tirer sur des manifestants non armés avec une cruauté sans pareille, tuant 150 personnes, en blessant des milliers et violant des femmes. D'autres ont disparu. Mon papa m'a donné l'ordre de partir le plus rapidement possible. Lui est resté. Je ne l'ai plus jamais revu. L'armée tirait à balles réelles. Il a été assassiné.

C'était le désarroi à la maison. L'armée connaissait les familles des opposants et les pourchassait jusque dans les maisons.

Choquée, apeurée, ma mère décida de me faire quitter le pays. J'étais très triste car je n'avais plus de papa et je devais quitter ma famille et mon école que j'adorais. Ma mère avait une cousine au Sénégal qui accepta de me recevoir.

Le jour de mon départ, ma mère m'accompagna sur la placette d'où partait le car. Elle attendit que je prenne place.

Elle restait droite, les bras croisés et seule sa robe bariolée apportait de la lumière à cette sombre journée. Ma cousine m'a très bien reçue. Elle m'a appris à coudre car c'était son métier. Elle me disait que j'étais très douée et, au fil des jours, malgré mon jeune âge, la couture n'avait plus de secret pour moi. Mais elle décida de s'installer au Canada, le pays de son compagnon. Ainsi quatre ans après mon départ de Guinée, il me fallait quitter le Sénégal. J'avais dix-huit ans et ma mère me conseilla de partir au Maroc en passant par la Mauritanie. Je serais plus proche de l'Europe, dit-elle, et si j'avais de la chance, peut être je pourrais arriver en France. Pour nous la France c'est notre deuxième pays. On parle le français et mon grand-père disait toujours que nos histoires sont mêlées. Je ne comprenais pas pourquoi. En tout cas, la maîtresse parlait français. Moi, ce pays m'intéressait car là-bas il y avait mon petit copain qui habitait dans la même maison que moi en Guinée. Il vivait en Corse, dans un endroit où il y a la mer.

J'avais un peu d'argent grâce à la couture et la dame qui avait un magasin tout près de nous me donnait du travail tous les jours.

Après m'être renseignée, j'ai pris un car pour Casablanca et je me suis installée près de deux femmes car je n'étais pas du tout rassurée. Le voyage dura deux jours et demi. Elles m'ont adoptée et m'ont appris que pour rejoindre l'Europe, il fallait aller à Nador. C'est là qu'elles allaient. Je les ai suivies. Arrivées à Casablanca, pour rejoindre Nador, il nous fallait prendre un « taxi » pour des raisons de sécurité. C'est un monsieur marocain qui nous a conduites car il connaissait les routes sécurisées, mais à chaque arrêt je ne contrôlais plus ma respiration. La police ne nous a jamais arrêtées mais ce chauffeur nous a demandé beaucoup d'argent. J'ai continué à suivre les deux femmes qui avaient beaucoup d'informations alors que je ne savais rien.

Arrivées dans cette ville, il fallait trouver un passeur pour embarquer. Elles savaient comment faire et avaient déjà tout organisé. Moi je n'avais presque plus d'argent. Je ne pouvais plus continuer ma route. Mon voyage avec elles s'arrêta là. C'est ainsi que je me suis rendue au campement à pied, situé à deux heures de Nador. J'étais très triste, mes copines n'étaient plus là et j'avais peur, mais au fur et à mesure que je m'approchais du campement je voyais des femmes et des hommes qui marchaient dans la même direction. Malgré la fatigue j'ai accéléré le pas pour les rattraper et continuer le chemin avec eux. Cela me rassurait. Me voici arrivée dans une forêt de sapins dont certains arbres étaient coupés pour en faire des « bunkers ». Nous y dormions à six. Deux Marocaines nous accueillirent pour nous dire que chacune devait participer aux tâches de nettoyage, de cuisine et construction des abris. Nous étions toutes apeurées et désemparées. Mais mon cas était très inquiétant, car l'argent me manquait pour embarquer. J'ai appelé ma mère qui m'a rassurée. Mon père étant décédé, elle pourrait vendre un bout de terre. Mon papa n'aurait jamais voulu, mais ma mère voulait sauver sa fille.

Dans cet endroit, l'insécurité régnait, le camp des hommes se trouvait un peu plus haut et ils descendaient parfois car ils avaient faim. La Marocaine qui était de Nador disait que les gens du village n'étaient pas contents car ils mangeaient les singes de la forêt. J'étais jeune, petite, maigre, apeurée, mais l'instinct de survie met tous vos sens en éveil. Ainsi à cinq heures du matin quand la police arrivait, il fallait être leste et s'enfuir le plus loin possible à travers les arbres pour ne pas être rattrapée. Et de retour au campement où ils avaient tout saccagé, il fallait reconstruire notre abri de misère sans pleurer et aider les tatas plus âgées ou les femmes enceintes. Mais un matin, ils sont arrivés plus tôt. Toutes embarquées dans un car et après un voyage de deux

heures, ils nous ont lâchées en pleine nature. Sans manger. Il y avait juste quelques maisons en bord de route et une épicerie. J'ai fait une chose dont j'ai encore honte aujourd'hui. J'ai mendié pour survivre. Je pleurais. Une femme plus âgée que ma mère s'est approchée de moi. Elle m'a expliqué que nous étions obligées de faire cela et que pleurer ne solutionnait rien. Il nous fallait de l'argent pour manger et pour partir de là. Des automobilistes nous invectivaient, d'autres nous donnaient la pièce, mais je faisais ce que disait cette tata qui me protégeait. Après avoir emprunté un bus et encore une longue marche, nous sommes retournés au campement. Il avait été démoli par la police mais avec notre expérience nous avons reconstitué nos abris de fortune. Quand on est rejetés par la société, qu'on vit parqués comme des animaux et pour certains depuis des années, l'objectif Europe devient un mirage. Si la famille ne peut plus alimenter votre périple financièrement, que toutes les portes restent fermées, les conditions d'existence deviennent dures et à cause des mesures sécuritaires, les chances de traverser la mer en canot ou en bouée sont infiniment rares. Si vous êtes dans la rue ou que vous vous approchez d'un marché, souvent les gens s'éloignent comme si on était contagieux. Certains vous tendent une assiette, mais bien plus nombreux sont ceux qui vous repoussent d'un revers de main. Nous sommes seulement des victimes et quand on nous rejette, ça fait très mal. J'avais peur de devenir comme eux et partir au plus vite était la seule solution.

J'ai accepté de faire la cuisine et j'ai proposé la couture. Je ne gagnais pas beaucoup mais avec l'argent que m'a envoyé ma mère, j'ai pu entrevoir un embarquement proche.

Ainsi, après quinze mois passés dans ce campement, j'ai pu faire partie d'un convoi pour un endroit au bord de la mer. Il faisait nuit. Je serrais mon petit paquetage sur moi, tous mes sens étaient en éveil, car si la police approchait du

campement il fallait d'urgence s'éparpiller dans la forêt. Mais nous voici face à la mer avec un pneumatique à gonfler. Nous sommes vingt-deux femmes à bord avec quatre bébés et seulement huit hommes.

Cette embarcation me semble bien petite. Nous sommes au mois de janvier. Il est une heure du matin. Deux heures après, le bateau chavire. Ce sont les pêcheurs marocains qui nous ont sauvés en alertant la marine et en nous jetant les gilets de sauvetage. Une photo dans mon portable témoigne de cet instant tragique. Hélas !, me voici de retour dans le campement, dépouillée de mon argent, qui a été distribué aux passeurs. Je continuais à m'investir dans le camp car ne rien faire ravage l'esprit et le corps.

J'inventais des recettes avec les quelques ingrédients en notre possession, généralement apportés par des habitants de Nador ou des associations. J'étais toujours aussi triste et je rêvais souvent de mon papa. Il fallait que je sois courageuse.

Huit mois après ma première tentative, nous sommes au mois d'août, je tente à nouveau l'embarquement. Je remercie des personnes dans le camp, deux Marocaines et une Malienne, qui m'ont aidée car je n'avais plus assez d'argent pour pouvoir repartir en mer. J'avais juste quelques petits billets au fond de ma poche et, depuis mon départ du pays, j'avais déjà dépensé des milliers d'euros. Le deuxième essai pour l'Espagne fut accompagné de stress et d'incertitude mais il n'y a pas eu de naufrage et c'est la Croix Rouge espagnole qui nous a pris en charge. On nous a conduits au commissariat de Motril, contrôlés et fichés. Puis on nous dirigea vers un hôtel dans lequel nous resterons trois jours. On nous questionne. Je réponds que je veux aller en France. Le quatrième jour, un bus nous amène jusqu'à Bilbao et c'est ainsi que je suis arrivée jusqu'à Marseille.

À la gare Saint-Charles sans plus un sou en poche, je m'installe sur un banc. Je respire, je pleure, je pense à ma

mère et la fatigue m'envahit. Est-ce que mon père me voit ? Mon copain m'a expliqué où se trouve le bateau mais je suis trop abattue et incapable de réagir. Je suis restée des heures ainsi. J'allais changer de banc pour ne pas me faire remarquer par la police et dormir dehors quand un Africain s'approcha de moi. Aya ? dit-il. Je sursaute, je l'observe, je ne le connais pas. C'est mon ami qui l'a appelé à l'aide. Je suis tellement épuisée que pendant un court instant je crois rêver puis je me lève et lui saute au cou. Je suis en France !

Il m'accompagne au bateau, me donne l'argent pour embarquer et je l'embrasse plusieurs fois. De ce bateau qui me conduit à Bastia je lui envoie plein de baisers. C'est mon sauveur.

Le lendemain dans une ville appelée Bastia, le bateau accoste et mon copain guinéen est là. Je dois le féliciter car il a vraiment assuré. Mais ma pensée s'envole aussitôt vers mon père et les yeux pleins de larmes, je téléphone à ma mère. Voilà huit ans que nous nous sommes quittées.

Mon copain s'appelle Pierre. Chez nous, on ne laisse pas les gens à la rue, alors nous prenons le bus et il m'invite dans sa maison. Son appartement est petit. Je fais encore des cauchemars, bien qu'ici nous soyons en sécurité.

Notre souci c'est la visite de la police car nous sommes des sans-papiers.

Vous avez pris nos plages – Et leur sable doré
Mis l'animal en cage – Abattu nos forêts
Qu'est-ce qu'il nous reste – Quand on a les mains vides
On se prépare au voyage – Et on se jette dans le vide.
Ouvrez les frontières, ouvrez les frontières.

Tiken Jah Fakoly

Jaouad

Je suis marocain. J'habitais un petit village qui se trouve non loin de Tanger. Chez nous c'était la misère et ça l'est toujours.

Enfants, avec nos habits déchirés, nous vagabondions dans les sentiers qui s'entrelaçaient à travers nos maisons en pisé. Nous n'allions pas à l'école car l'éducation est payante et nos parents avaient à peine de quoi survivre.

Chaque famille tentait dans son petit jardin de cultiver le nécessaire pour s'alimenter. Mais le manque d'eau dans le village rendait la tâche difficile. À cause de cette pauvreté, des cellules de recrutement pour Daech s'installèrent. Ils rendaient visite aux familles. Il fallait changer de vie, disaient-ils, et ils expliquaient qu'en Syrie non seulement la misère n'existait pas mais aussi ils pourraient aider leurs familles en leur envoyant de l'argent.

Ainsi quand à la nuit tombée on tapait à la porte, ma mère avait très peur. Elle voulait que je quitte cet endroit de crainte que je ne sois également embrigadé comme mon frère aîné. Il avait rejoint les rangs djihadistes. Il était très gentil mon frère, très travailleur et il avait la responsabilité de la famille qu'il aimait beaucoup. Mais voilà, deux hommes venaient le soir très tard lui rendre visite. Ça discutait à voix basse et cela contrariait beaucoup ma mère.

Elle ajustait son foulard, se réfugiait au fond de la pièce, les mains sur son visage et ne posait aucune question mais je crois qu'elle comprenait tout.

Un matin, à l'heure où la nuit fait place à l'aube, il a quitté la maison. Pourquoi ?

Il est parti ou a disparu avec le fils du voisin mais dans le quartier personne n'évoque ce départ ni ne prononce leurs noms.

Moi je voulais rester dans mon pays auprès de ma famille, pour l'aider, pour vivre, travailler et construire ma vie dans une grande ville. À Casablanca de préférence car c'est là que vivait ma copine mais tout cela devenait impossible. Mais il fallait partir, ma mère vivait dans une angoisse permanente.

Quand il n'y a plus aucune étoile à l'horizon et que nos rêves s'évanouissent jusqu'à disparaître, des choix s'imposent malgré nous. C'est ainsi que j'ai contacté mon cousin de Tanger qui travaillait sur les bateaux. Il m'a dit qu'embarquer sans visa était très difficile car les agents de la Sécurité étaient très nombreux. Mais partir pour l'Europe m'attirait et j'ai commencé à m'organiser.

Les difficultés concernant le départ furent nombreuses et les mois à attendre, stressants. Il fallait que la famille donne un peu de ses économies pour participer aux frais de départ. C'est ma mère qui se chargeait de cela.

J'avais vingt-deux ans, le jour où je me suis enfin trouvé en mer. Un soulagement m'envahit malgré la tristesse de quitter les miens. Dans le bateau, mon voisin de couchage, qui vivait en Corse depuis quinze ans, me raconta sa vie. L'île est belle dit-il, et la communauté marocaine est nombreuse.

Il y a des personnes qui n'aiment pas l'étranger, mais il y a aussi des gens tolérants et on peut trouver du travail dans le bâtiment en tant que manœuvre ou encore dans les plantations de clémentines, dans les vignes, mais toujours un travail très dur et précaire.

Ainsi il devint mon compagnon de route car n'ayant pas de destination fixe autant rester avec lui. Au bout de notre traversée, l'heure était venue d'accoster mais je ne savais où

aller. Devant mon désarroi, il me questionna encore et me proposa de m'aider.

Après une petite heure de route, il me conduisit jusque dans un endroit non loin de Bastia et me désigna la porte d'entrée où se trouvait le responsable, puis partit en faisant un signe de la main.

Il y avait un grand chantier avec des immeubles en construction. Avec appréhension je me suis présenté. Il avait besoin de manœuvres et il me dit ce qu'il attendait de moi. Je serais hébergé sur place dans des baraques de chantier où on dormirait à plusieurs.

J'étais sans papiers, il fallait donc être discret et je serai payé en numéraire, me dit-il. Aussi, si je donnais satisfaction, il pourrait peut-être me faire un contrat.

Voici l'accueil que me réserva ce chef de chantier mais j'étais content, j'avais du travail.

C'est ainsi qu'avec les camarades on chargeait les briques, on les déchargeait, on préparait le ciment, on faisait des tranchées, on montait les échafaudages, on refaisait du ciment, on travaillait six ou sept jours sur sept et on attendait la paye. J'ai téléphoné à ma mère. Elle était contente de me savoir en sécurité.

J'allais lui envoyer de l'argent mais hélas quand j'ai parlé au responsable pour lui réclamer mon dû, il m'a montré du doigt la sortie. C'était à lui de décider quand il me paierait et il me dit : « Si tu n'es pas content tu pars. »

Ma déception était à la hauteur de ma colère.

Pour contenir ma rage, je suis parti le long de la plage. Il y avait beaucoup de vagues ce jour-là, autant que de désarroi dans mon cœur. J'ai marché longtemps puis je me suis rapproché de mon baraquement en attendant le lendemain. Mais ne sachant pas où aller je suis reparti sur le chantier à la merci du patron.

Quand je me levais le matin, jour de pluie ou de chaleur, je savais que mon dos serait endolori par une journée épuisante et mon moral en berne, mais je n'avais pas le droit d'abandonner.

On ne repart pas au pays les mains vides.

J'ai patienté huit mois sans fiche de salaire et au bon vouloir du patron. J'avais averti mon cousin, mais ce n'est que dix mois après qu'il me trouva un travail sur la plaine orientale. Mais était-ce un travail ?

Nous vivions à plusieurs dans un hangar sans autorisation de sortir.

Une seule personne allait faire les courses accompagnée du chef d'équipe. Le travail que je détestais le plus était la cueillette de clémentines. Avec les bras levés pendant des heures, le suc du fruit qui coulait dessus occasionnait des brûlures. Le travail dans les champs de courges n'était pas plus reposant et à cause de la chaleur on risque la déshydratation et on peut en mourir. J'étais ce qu'on appelle un saisonnier et travaillais dans la plaine orientale. Mon contrat terminé, mon étiquette de clandestin en poche, je ne pouvais abandonner. J'avais promis à ma mère.

Alors le matin, à partir de 6 heures nous allions sur la nationale attendre que des camionnettes ou des 4 x 4 s'arrêtent. Le chauffeur faisait signe à deux ou trois du groupe pour qu'ils montent à bord du véhicule et nous partions pour une journée harassante de travail. Les autres restaient en bord de route. J'avais un voile de tristesse devant les yeux, qui me plongeait dans l'obscurité complète.

Je ne pouvais plus téléphoner à la maison.

Que dire à ma mère qui s'était endettée pour moi ? Avais-je eu raison de partir ? Je n'avais pas un centime en poche et ceux qui me « recrutaient » pour la journée, allaient-ils me payer ?

Mon désespoir était total.

En revenant le soir nous ignorions si nous serions les heureux élus le lendemain.

Des jours et des mois s'écoulèrent et toujours la même incertitude.

Comment faire pour trouver un travail non précaire avec une fiche de salaire ?

Depuis quelques mois je travaillais chez un maraîcher à planter des arbres fruitiers et des légumes, mais toujours non déclaré. Les journées étaient longues et mon dos mal en point. J'étais jeune et je voulais construire ma vie, mais devant moi il n'y avait que le néant.

Un matin du mois de mars, un mardi, date qui restera inscrite dans ma mémoire, le patron me convoqua dans son bureau.

Il était content de moi dit-il et était prêt à me faire un CDI (contrat à durée indéterminée).

Ma surprise fut telle que je ne compris pas tout de suite.

Je croyais qu'on s'adressait à quelqu'un d'autre et je ne pensais plus entendre ces mots un jour.

Cela faisait sept ans et demi que j'étais en Corse et personne ne m'avait jamais fait une telle proposition. Je vivais sans papiers et donc sans hébergement déclaré, sans famille, sans vie.

Quand je me suis acheminé vers mon hangar ce soir-là, j'entendis les oiseaux chanter pour la première fois.

Il y avait encore de la neige sur la montagne mais mon cœur se réchauffait et l'émotion me gagna jusqu'aux larmes.

La constitution du dossier ne fut pas facile et les allers-retours avec la préfecture nombreux. Il fallait fournir douze fiches de paye et un contrat de travail à durée indéterminée ainsi que toutes les autres preuves de ma présence en France depuis minimum cinq ans.

Même si on vit depuis des années dans un pays, quand on dort chez un camarade faute de pouvoir se payer un loyer,

quand on accepte des journées de travail non déclarées juste pour pouvoir manger, les preuves de votre existence sur le territoire français sont minces.

Cela dura encore presque trois années. Et puis un jour j'ai quitté la préfecture avec un petit carton de quatre centimètres sur huit dans les mains : ma carte de séjour.

À partir de ce moment-là, je suis devenu un autre. Même mon corps s'est redressé et j'ai arrêté de marcher en regardant par terre.

Je suis devenu visible.

Je suis redevenu un être humain.

Pa una ciudad del norte, Dans une ville du nord,
Yo me fui a trabajar, J'étais parti travailler,
Mi vida la deje, Ma vie je l'ai laissée, Entre Ceuta y Gibraltar
Soy una raya en el mar, Je suis un trait sur la mer,
Fantasma en la ciudad, Fantôme dans la ville,
Mi vida va prohibida, Ma vie est interdite
Dice la autoridad, Disent les autorités.

Manu Chao

François

Je suis malien. J'habitais la capitale Bamako.

J'ai de très vagues souvenirs de ma mère qui est décédée quand j'avais quatre ans et, à partir de là, j'ai vécu avec les épouses de mon père.

Elles n'étaient pas méchantes, mais elles m'imposaient toujours les tâches les plus fatigantes telles que nettoyer les sols ou aller chercher du bois.

Je revenais avec des griffures partout et les pieds endoloris mais j'assurais ainsi mon bol de riz quotidien.

Cependant, malgré les prières et l'appel incessant à Dieu, la situation au sein du groupe familial empirait car mon père est tombé malade et à neuf ans je n'avais plus de parents.

Ma tante m'a recueilli. Elle était très douce et s'occupait bien de moi.

Elle voulait que j'aille à l'école et m'obligeait à faire mes devoirs. Elle disait : « Si tu sais lire et écrire tu pourras faire gendarme. » Je ne comprenais pas trop ce qu'elle voulait dire, mais à l'âge de onze ans, j'ai dû abandonner les études car celles-ci étaient payantes et ma tante était pauvre. D'ailleurs elle a dû quitter la ville et partir au village à cause des difficultés de la vie.

Ainsi je devins celui qui errait dans les rues sans travail et sans toit.

Mais je ne rechignais pas et j'acceptais toute tâche qui pourrait contribuer à ma survie.

Parfois quand je faisais le ménage dans un restaurant et que le service finissait tard, le patron m'autorisait à dormir

à l'intérieur. Sur le sol certes, mais c'était paradisiaque pour moi car j'étais en sécurité.

D'autres fois je passais la nuit accroupi derrière un étal sur la place du marché. Dès que le jour pointait, les paysans arrivaient et je me précipitais pour pousser leur charrette et disposer les fruits et légumes. Grâce à cette aide, on me faisait cadeau de quelques fruits invendus, mangues, noix de coco ou bananes que je dévorais aussitôt. Les candidats étaient nombreux et la pitance du jour n'était pas toujours assurée.

J'avais vingt ans, la faim comme compagne et des années sans perspective.

Avec mes copains qui vivaient le même cauchemar, le questionnement était sans fin. Quel sera notre avenir ? La corruption était partout, mais le travail pour les pauvres gens nulle part.

Notre inquiétude était due aux rebellions qui se propageaient dans tout le pays avec des actes violents, des attaques armées, des pillages dans les maisons.

C'était la chasse à l'homme et rester debout devenait un acte héroïque.

Nous nous retrouvions de temps à autre entre copains, notre rêve à tous était de vivre décemment et on devisait pour oublier cette situation angoissante.

Mais voici qu'un jour, mon copain Martin pose une question.

« Et si on quittait le pays ? »

Ses paroles nous explosent au visage.

Alors que nous étions tous accroupis par terre, certains se relèvent, s'ébrouent, d'autres glissent leurs doigts dans leur chevelure, les yeux intensément fixes, et l'horizon à l'infini. Comme un vent léger qui tournoie autour de nous, l'envie de vivre ranime le feu de l'espoir qui s'éteignait jour après jour.

J'ai supporté depuis mon enfance ma condition d'orphelin, la faim, la survie, les guérillas, alors pourquoi ne pas partir. Une interrogation collective se lit dans nos regards mais seuls Martin et moi prenons cette décision. La famille, l'incertitude, la peur ont contraint le reste du groupe à rester sur la terre malienne.

Pourquoi errer dans son pays sans toit et sans travail alors qu'au loin l'Europe nous tend les bras et la France, notre colonisatrice mais le pays des droits de l'homme, ne nous abandonnera pas.

Nous pourrons construire nos rêves.

Partir avec Martin me rassurait. Il est à peine plus âgé que moi, il a fait des études, est calme et réfléchi et sa principale occupation est la lecture. Alors ensemble nous avons commencé dans la plus grande discrétion à chercher un passeur.

Un rendez-vous est fixé et nous rencontrons un monsieur qui a le double de notre âge. On le questionne sur la route prévue, l'argent à disposer, le temps pour arriver en Europe.

Il nous propose la date de départ en mai. Nous sommes au mois de mars, le temps pour nous de s'organiser et trouver l'argent nécessaire pour ce voyage de clandestins.

Je dois accepter tout travail pour rassembler la somme demandée.

Journées harassantes, nuits sans sommeil, mais quand arrive le mois de mai nous sommes prêts.

Un coup de fil nous annonce que nous sommes attendus dans un lieu isolé, hors agglomération et qu'un « bâché » (camion avec une bâche) est sur place. Il partira la nuit tombée.

En hâte nous récupérons notre sac préparé depuis longtemps et sans nous retourner nous nous dirigeons à l'endroit indiqué avec beaucoup de prudence et l'argent sous la semelle de la chaussure. Seul le frère de mon copain sait et il avertira la famille après notre départ.

Quand vous quittez votre pays les sentiments sont partagés.

« Dois-je partir pour oublier la misère et l'insécurité ou suis-je un déserteur incapable de faire face ? »

Il est trop tard pour philosopher, le bâché est là. Avant de grimper nous devons nous délester de la somme demandée, des dizaines de milliers de francs CFA.

Nous voilà accroupis sur le plateau du camion, une vingtaine de personnes, hommes, femmes et un enfant sont déjà là.

On se salue de la main, sans un mot, et le moteur se met en marche.

Chacun a son baluchon plus ou moins rempli pour affronter le désert, de l'eau et quelques victuailles.

Le voyage est très inconfortable. Ma première nuit passée ainsi, dans la promiscuité, les ronflements, les yeux scintillants de certains qui n'arrivent pas à dormir, les soubresauts de ce camion, ravivait mes doutes mais il était impossible dorénavant de faire marche arrière.

Après deux jours de route, nous arrivons au Niger. Dès notre entrée dans le pays, la police nous arrête. La peur et l'angoisse nous tenaillent, persuadés d'être expulsés, mais le passeur donne les informations sur le contenu du camion, palabre, puis une liasse de billets change de main, ils se congratulent et le camion repart.

Le petit garçon s'est réfugié dans les bras de sa mère, les yeux exorbités.

Nous sommes face à une gare. La gare d'Agadez. Le camion s'arrête près d'une maison qui a l'air abandonnée. Le chauffeur nous fait descendre et un homme, l'associé peut-être, nous conduit très rapidement à l'intérieur : une grande pièce, des murs délavés, deux lavabos et deux wc cachés au fond par un morceau de tissu qui fait fonction de rideau, et des matelas par terre.

Ça sent la moisissure mais nous sommes contents de pouvoir nous reposer une nuit.

Avant que le jour se lève un visiteur inconnu, ici personne ne décline son identité, nous demande à nouveau de l'argent pour pouvoir repartir.

Je n'ai plus rien, que des peccadilles.

Ceux qui ont de l'argent quittent la pièce et nous restons seulement à sept, sans ressources dans ce pays où tout s'achète et se vend, et nous réalisons que nous ne sommes que des marchandises à valeur variable.

Martin et moi discutons avec le reste du groupe. Nous sommes conscients que pour continuer notre périple il nous faut gagner cet argent.

Alors avec nos camarades d'infortune nous nous préparons à vivre des journées harassantes de laveurs de voitures, hommes de ménage et toute autre tâche.

Nous avions une visite hebdomadaire du monsieur qui réclamait l'argent mais la somme n'était jamais assez conséquente et cela dura quatre mois. Notre groupe était soudé et solidaire les uns des autres.

Chaque jour, un de nous, jamais le même, partait acheter le strict nécessaire pour manger et glaner des informations toujours utiles quand on se trouve dans un environnement hostile et incertain.

Mon copain nous explique qu'Agadez se trouve à la porte du désert et est la dernière ville nigérienne avant d'arriver en Libye. Ça nous réconfortait de savoir qu'on s'approchait de l'Europe. Mais si cette ville fut autrefois un centre commercial qui reliait l'Afrique du Nord à l'Afrique noire, elle est devenue aujourd'hui un point de passage pour les migrants d'Afrique.

Des mois à Agadez où grouillaient des gens aux parlers inconnus, aux couleurs de peaux différentes, aux rêves brisés, nous dynamisaient et cette phrase devient un leitmotiv :

« Nous ne pouvons rester là, nous aurons l'argent pour repartir. »

Clarisse était la femme du groupe, une mère avec son enfant de six ans.

Les rues d'Agadez pour les femmes migrantes ne sont pas sûres et n'offraient que la prostitution. Alors elle restait à l'intérieur, elle préparait à manger, se débrouillait très bien avec le peu de nourriture que nous apportions et tentait un peu de nettoyage mais sans conviction car avec seulement un peu d'eau la crasse incrustée depuis trop longtemps ne part pas.

On ramenait de vieux journaux trouvés ici ou là et elle construisait à son fils des oiseaux qui voleraient loin, très loin jusqu'en Europe.

Elle découpait des lettres et les éparpillait sur le matelas afin qu'il puisse reconstituer son prénom. Quant à mon ami de galère, il lui racontait des histoires qu'il inventait et qui faisaient briller les yeux d'un enfant qui était né dans un coin du monde où la misère et la peur étaient pour lui des dragons qui le poursuivaient sans cesse.

Puis un jour « l'homme sans nom », après avoir pris le maximum de notre argent, nous annonce notre départ.

Nous ramassons nos affaires vite fait, le passeur était là, le véhicule aussi, déjà occupé par d'autres et au moment du départ il y avait plus de cinquante personnes agglutinées à l'intérieur.

Aussitôt après avoir quitté Agadez nous sommes cette fois-ci arrêtés par les gendarmes, ça palabre encore et une partie de l'argent change à nouveau de main. Le Niger, nous dit-on, interdit l'aide à la migration, mais en réalité il y a des agences, des migrants, des transporteurs, des chauffeurs, des passeurs, des policiers, des gendarmes, qui peuvent circuler librement à condition de payer les taxes comme si tout était contrôlé par une mafia.

Nous reprenons la route et après une bonne heure environ nous voici dans le désert. Nous avons chaud, nous remontons la bâche et nous profitons de l'image qu'offre le désert, un espace infini envahi par le sable, où de rares arbres osent encore tenir debout malgré la chaleur, la sécheresse et le vent.

Le camion s'arrête, le chauffeur nous dit de descendre et surtout de ne pas bouger de là. Il redémarre aussitôt dans un nuage de sable.

Nous avons très peur.

Un groupe d'Ivoiriens est assis près de nous.

Ce sont des enseignants et ils nous parlent de leur pays.

« Une rébellion s'amplifie en même temps que le chômage et les jeunes se révoltent, mais nous avons choisi la voie de l'immigration », disent-ils. Ils continuent à parler de leur pays mais, malgré cette diversion, une inquiétude grandissante se répand dans le groupe et une seule question occupe notre esprit : Sommes-nous abandonnés ? Mamadou, dont le premier essai pour l'Europe a été un échec, raconte quelle mésaventure est arrivée à son cousin. Le passeur est parti en leur laissant seulement de la semoule et pas d'eau. L'enfant qui était avec eux est mort de soif.

Ils ont dû creuser le sable avec leurs mains, ils l'ont déposé là puis ont recouvert son corps avec comme seule sépulture le bruit du vent et des prières de confessions différentes. Les larmes et le sable brûlaient leur visage. Ils se sont regroupés autour de son père et ont attendu cinq jours que le passeur réapparaisse.

Alors je regarde Clarisse qui serre son enfant dans ses bras et lui mouille son visage avec sa salive. Plutôt traumatisés par ce récit, chacun de nous fait attention de ne pas gaspiller la moindre goutte d'eau et surveille l'enfant pour mieux le protéger.

Notre condition développe la solidarité.

Mais alors que le soleil va disparaître au loin et que les couleurs du sable varient de l'ocre au rouge, l'angoisse nous enveloppe jusqu'à gêner la respiration. Allons-nous mourir ici ?

Quatre heures se sont déjà écoulées quand le bruit d'un moteur se fait entendre.

Notre passeur est là et nous sommes contents de voir apparaître notre geôlier.

Sans attendre l'ordre, nous grimpons dans le camion.

Le véhicule roule un long moment et voici des lumières au loin.

Est-ce un port ? Le service d'immigration ? Encore des passeurs ? Qui va nous accueillir ? Voici que l'incertitude et le stress s'emparent à nouveau de nous, font taire notre réflexion, pendant que le chauffeur éteint les phares et que la nuit obscurcit le paysage.

Nous comprenons alors que ce sont des feux de voiture et en un laps de temps très court nous voici encerclés par des hommes armés et en tenue militaire qui nous ordonnent de quitter le camion et de se regrouper.

Il y a des bâtisses dans lesquelles il faut pénétrer. Ils nous comptent sans demander notre nom et nous font monter à l'étage. La pièce est grande, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre et là l'horreur commence.

C'est avec la crosse du fusil qu'ils vous interpellent, vous jettent la nourriture, une fois par jour et que du pain.

Dès le lendemain de votre arrivée, ils vous demandent de vider vos poches et de donner votre argent.

J'ai déjà tout donné, alors ils me disent de me mettre à plat ventre et avec un gourdin ils tapent très, très fort sur les chevilles et vous obligent à appeler vos parents pour leur dire d'envoyer l'argent sinon ils vont vous tuer. Un père, une mère, qui entend crier son fils, et hurler celui qui est en train

de le battre, se précipite dans le village pour trouver une petite somme à envoyer pour sa libération.

Le sadisme de ces gens doit être une seconde nature et comme je n'ai personne à qui demander de l'argent, alors ils continuent à cogner très fort et mes pieds sont en sang.

Quand le calvaire s'arrête vous serrez les dents et les poings et vous vous demandez quoi faire.

Pour me maintenir vivant j'élabore plusieurs plans mais il n'y a aucune échappatoire dans cette prison, où des monstres sévissent.

Les gens de l'extérieur, en Libye ou dans d'autres États ou encore en Europe, en France, sont-ils au courant de ce qui se passe ?

Une chance pour moi malgré tout, mon copain est toujours là et même si on ne peut se parler, nos regards furtifs me donnent la force de résister.

J'étais là depuis trois mois. Certains d'entre nous mouraient, affaiblis par le voyage et le manque de nourriture.

Ces hommes qui nous matraquent ne touchent pas les morts. Ils désignent toujours deux ou trois d'entre nous pour les enterrer. Un matin, un coup de crosse sur la cuisse me réveille. Mon voisin a fini de vivre sa vie de misère et d'horreurs et je suis désigné avec deux autres pour l'ensevelir dans le désert.

Martin est avec moi. Comme des robots nous soulevons le mort, nous le déposons dans le véhicule et nous partons avec le chauffeur.

Nous sommes en train de creuser quand ce dernier s'éloigne de nous à la recherche peut-être de toilettes improvisées dans le sable. Un simple regard, un signe du doigt, gauche, droite, on lâche la bêche et on court, on court, vite, très vite.

Où va-t-on ? Le chauffeur va-t-il nous rattraper ? Ces interrogations nous stimulent pour aller toujours plus vite.

Mais après avoir couru longtemps, très longtemps, je me retourne et je constate que je suis seul, les deux autres compagnons ont pris une autre direction. Comment faire sans mon ami, sans mon frère ?

Martin m'aurait encouragé, obligé à avancer car sans lui j'aurais abandonné avant même de quitter le pays. Mes pieds étaient en sang et me faisaient trop mal. J'étais exténué et ma seule envie était de m'effondrer dans le sable et me laisser mourir.

Mais plus loin on devinait un baraquement, alors dans un ultime dépassement de soi je m'avance en titubant. Peut-être allait-on me ramener dans cette prison.

Mais ce ne sont pas nos geôliers, c'est une exploitation maraîchère. Je frappe à la porte et je m'écroule. Quand j'ouvre les yeux, un monsieur non armé est là.

Que se passe-t-il ? Il me questionne.

Alors autant dire la vérité. « Je veux partir en Europe ». « C'est possible, dit-il. Je t'offre une solution. Mon frère fait les traversées, il faudra de l'argent ». Il suffisait que je travaille dans ses plantations pour réunir la somme nécessaire. Je regarde ce monsieur, je pense que j'ai l'air d'un pantin. Avais-je le droit de choisir ?

C'est ainsi que pendant plus d'un an, quatorze mois exactement, j'ai cueilli, j'ai planté, j'ai déraciné, j'ai beaucoup travaillé sans un sou mais avec l'espoir d'être un jour sur l'autre rive.

Puis un jour un homme est venu parler avec le patron, c'était le passeur, c'était son frère. Ai-je travaillé pour lui ? Le patron s'appelait Ramiz et c'est le seul prénom que j'ai connu dans cette contrée sauvage où aucune trace humaine n'est à signaler.

Ce jour-là, Ramiz me tapa sur l'épaule et me regarda partir. Quels sentiments le traversaient ?

Je m'éloigne avec son frère sur un sentier de brousse et arrivés dans un endroit qui était un vrai cul-de-sac, un hors-bord caché par des branchages était là. Je n'étais pas seul. Des hommes et des femmes attendaient, des enfants aussi.

D'autres arrivaient et bien d'autres continuaient à arriver et les poches du passeur triplaient de volume.

À la tombée de la nuit le passeur qui était armé nous fit signe de s'approcher car il fallait mettre le bateau à l'eau et grimper dedans. C'était un canot en plastique de quinze mètres environ et nous étions déjà bien nombreux pour vouloir monter à bord. Des odeurs de pétrole dans tout le bateau n'étaient pas rassurantes mais quand un homme apeuré voulut faire demi-tour il sortit son revolver et l'obligea à monter.

Dans ce genre de voyage, jamais on ne fait marche arrière. Il ne faut surtout pas alerter d'autres candidats au voyage. Il n'y a que la mort qui vous stoppe.

Il a donné une puce téléphonique pour avertir la Croix Rouge quand nous serons dans les eaux territoriales.

La nuit était tombée et après presque trois ans de tribulations me voici sur la mer Méditerranée.

Dernière étape pour rejoindre l'Europe.

Le bateau avait sûrement hâte de s'éloigner des côtes libyennes mais trop chargé, sa progression était incertaine, et nous sommes restés trois jours en mer à dériver jusqu'à ce que l'*Aquarius* de SOS Méditerranée nous repère. Voir cette flottille s'approcher de nous paraissait irréel. Et, avec attention et vigilance, ils nous retirent du bateau, les femmes et les enfants d'abord, ils nous soignent, nous réconfortent. Je reste paralysé par tant d'humanité.

Débarqué en Sicile, je fus dirigé sur un centre de rétention du nord de l'Italie où je suis resté neuf mois. Une angoisse se faufilait, telle un serpent dans tout mon être et je n'aurais

jamais imaginé que l'enfermement soit le premier visage de l'Europe pour ceux qui arrivent. C'est un endroit surpeuplé, entouré de barbelés, où l'on se croise sans se connaître, où la seule activité est de se coller au mur en regardant ailleurs. On a pris mon nom, mes empreintes digitales et depuis j'attends comme les autres l'étude de mon dossier mais les délais sont très longs. Aucune activité, pas de droit de visite et de nombreuses restrictions.

Un soir, je vois mon voisin de couchage préparer son baluchon, je le questionne, il part pour Nice, ville éloignée seulement de quelques kilomètres. Je le suis. Le jour n'est pas levé quand nous quittons ce lieu à pas de loup. Nous partons en courant vers la gare pour prendre le train. J'ai l'impression que tout le monde me dévisage, toujours avec la crainte d'être reconnu, comme si une pancarte était collée sur nous et indésirable écrit en majuscules. Nous voici dans le train. Le contrôleur s'approche, on lui donne notre ticket, il passe à la rangée d'après. On se regarde. Peut-être en Italie sont-ils contents aussi de nous voir quitter le pays ?

On se détend. Mon compagnon de route vient du Burkina Faso et il a connu autant de misère et de déboire que moi.

Il compte prendre le bateau pour la Corse car des membres de sa famille s'y trouvent.

Sans savoir où aller, je l'accompagne dans cette île.

Je n'oublierai jamais cette escale car une association, une fois arrivé, m'a pris en charge et m'a permis de constituer mon dossier.

Je suis aujourd'hui demandeur d'asile, je sais que le chemin sera long et dur. À cause du Covid, le traitement des dossiers est encore plus long. Mon souhait est de croiser un peu d'humanité dont j'ai été si longtemps privé.

Je fonde mon espoir de pouvoir vivre en Corse où j'ai déjà mes repères grâce aux gens qui m'entourent.

Récit d'un mineur

Je m'appelle O. J'habite en Corse. J'ai suivi avec trois autres amis le parcours d'un mineur ivoirien.

Sur les réseaux nous communiquions avec un monsieur qui initiait des jeunes au foot.

Nous trouvions cela très sympathique. Et puis au fil des jours, des liens se sont créés avec un de ces jeunes, Nabil, qui a commencé à nous raconter sa vie. Quand il a pris la route, des mois de silence nous ont fait craindre le pire. Puis, un jour, un appel d'un numéro inconnu nous emplit de joie, c'était lui. Il a envie de nous raconter cette page de vie.

Voici son récit.

Je m'appelle Nabil. Je n'ai pas connu mon père, et ma mère ne parlait jamais de lui. Elle était très courageuse et travaillait tout le temps, au champ et à la maison, aidée par mon frère aîné. Mais l'argent manquait et parfois il fallait se rendre chez la cousine qui nous donnait quelques légumes en fonction de la saison, ce qui permettait à ma maman de nous préparer à manger.

Mon frère aîné payait l'école car il disait qu'il fallait absolument savoir lire et écrire. Mais il est parti assez vite de la maison, s'est marié et a eu trois enfants. J'ai été alors confié à mon oncle à la grande cour familiale et j'ai vécu avec mes cousins. Mais ayant trop de charges, il ne pouvait subvenir à mes besoins, ni m'envoyer à l'école. Je suis obligé de travailler sur les marchés, à des tâches multiples très fatigantes et peu payées.

J'avais douze ans. J'aimais le foot et je jouais des petits tournois avec les enfants du quartier. C'est ainsi que j'ai connu Monsieur S. On dira que c'était un animateur de quartier. Il m'aimait bien. J'étais devenu comme « un petit à lui ».

Alors quand il me parla de son projet, partir en France avec lui et sa famille, j'ai accepté sans rien dire à ma mère et c'est mon frère qui versa la somme demandée par le passeur. Malgré la responsabilité qu'il avait de sa femme et de ses deux enfants, il me protégea tout au long du voyage malgré la fatigue, les embûches et l'angoisse d'être arrêtés en cours de route et ne plus jamais repartir. Nous sommes arrivés au Maroc après cinq mois de route, délestés d'une grande partie de nos économies, des millions de francs CFA.

Nous avons quitté la Côte d'Ivoire en novembre 2018 en passant par le Mali et l'Algérie. Le voyage fut très difficile. Nous étions toujours dans un « bâché » ou un fourgon sans vitre, souvent très serrés, les gens ne parlaient que pour s'énerver et j'avais souvent faim et soif. On ne savait jamais où on se trouvait. On a traversé des déserts, des villes, on a dormi par terre, parfois dans des maisons abandonnées. J'étais épuisé, très triste, et le soir du 31 décembre j'ai pleuré toute la nuit car ma mère me manquait beaucoup. Je n'entendais plus cette voix qui m'appelait « lagaré » (le dernier enfant). Mon pays et mes amis aussi me manquaient. Je regrettais d'être parti et le soir je me recroquevillais sur moi-même car j'avais trop peur.

Peur du monsieur qui venait chercher l'argent, peur des bêtes quand je dormais dans le sable, peur de perdre Monsieur S..., peur de mourir.

Nous voici arrivés au Maroc, à Casablanca, après de longs mois de route, puis dirigés sur Nador. Mes souffrances physiques et psychologiques n'étaient pas terminées. J'ai vécu dans un appartement avec plusieurs personnes et des

matelas par terre. Il était interdit de sortir. Un monsieur venait nous compter tous les matins. C'est lui qui nous portait à manger, pas beaucoup de victuailles mais très chères. Monsieur S. n'était plus avec moi car ce sont les passeurs qui décident de tout mais ça m'attristait encore plus. Avant de me quitter il m'a dit qu'il avait donné l'argent au passeur pour la traversée en mer.

Alors quand un soir on nous a avertis que la traversée se ferait dans la nuit, ma crainte était de ne pas faire partie du convoi. J'étais pétrifié de peur quand j'entendis les pas se rapprocher de l'appartement, la porte s'ouvrir, et crier : « Wakfu ! Linadhhab ! » (Vite ! On y va !) En silence on nous a ordonné de sortir et de monter dans le bâché le plus rapidement possible. Il y avait quatre enfants dans le groupe qui serraient la main d'un homme : un père, un oncle, un voisin, un grand frère ? Mais moi j'étais seul, je ne savais pas où j'allais et je ne pouvais même pas pleurer de crainte de faire du bruit. Après avoir roulé un moment qui me parut une éternité, nous nous sommes trouvés dans un endroit isolé. Il y avait un Zodiac pour embarquer. C'était une nuit sans lune. Il fallait monter à bord. J'étais effrayé, soucieux de savoir si on pouvait rejoindre l'Europe dans un si petit bateau.

Nous avons passé la journée en mer, assoiffés et affamés avec beaucoup de nervosité dans l'embarcation. C'est seulement le lendemain que la Croix-Rouge espagnole nous a secourus et nous a aidés à quitter le Zodiac à moitié rempli d'eau. J'étais soulagé. Je venais d'échapper à la mort dans cette mer qui engloutit tant de corps d'enfants comme moi. Nous avons été conduits à Almeria, puis j'ai été placé pendant trois mois dans un centre pour mineur à Granada. Où devais-je aller ? J'ai décidé de choisir la France, ce pays dont on parle souvent chez nous et certains disent que « nous sommes la France en Afrique ». J'ai été accompagné jusqu'au train par un responsable du centre, direction Paris : c'était

le 20 octobre 2019. Il pleuvait beaucoup à mon arrivée. Je ne savais pas de quel côté me diriger. Les services espagnols m'ont dit de m'adresser aux services sociaux, ou à la police. J'ai traîné dans la gare, puis en marchant dans la rue je me suis adressé au premier policier que j'ai vu et ainsi le contact avec l'Aide à l'enfance a pu se faire dans la journée. J'ai été placé dans un foyer pour mineurs et toutes les démarches ont débuté pour confirmer mon âge et établir mon dossier de migrant et donc de sans-papiers.

Je suis placé dans la Marne. Je vais à l'école, j'ai des activités et tout le monde est très gentil avec moi. Je voudrais faire aide-soignant.

Mais aujourd'hui ce qui m'a fait vraiment plaisir c'est d'avoir pu appeler ma mère. Elle ne savait pas ce que j'étais devenu et cela faisait plus d'un an que nous étions séparés. Après j'ai appelé les Français qui habitent une île, la Corse, et avec qui j'étais en contact avant de partir et qui ne m'ont pas oublié. Avec mes papiers, peut-être qu'un jour je pourrais faire leur connaissance.

Quelques vérités concernant les migrants

Pitrina Giovi Mattei

Les mineurs isolés

Que peut-on dire de ces mineurs isolés, ces enfants qui quittent leur pays, leur famille, partent de chez eux avec un voisin, un oncle ou bien encore tout seuls, et qui parfois n'arrivent jamais car leur trace s'est perdue lors de leur périple. Sont-ils égarés dans un pays africain, dans les mains de trafiquants ou ensevelis au plus profond de la Méditerranée ?

Ceux qui arrivent à destination en Europe ou en France deviennent souvent des enfants des rues, abandonnés. Ils sont parfois récupérés par des associations ou par l'ASE (Aide à l'enfance) et dirigés sur un foyer quelque part dans une région en France comme Nabil.

En Corse, il existe des foyers à Ajaccio et Bastia. La Scalinata et Le Belvédère à Bastia.

Ce sont des structures encadrées par des éducateurs et où les jeunes ont la possibilité d'étudier et de préparer leur avenir. Mais quand on est né du mauvais côté de la rive et qu'on a connu la misère, l'angoisse, la mafia, en particulier pour beaucoup de jeunes Albanais, et enfin la séparation familiale, il n'est pas toujours possible de s'intégrer surtout s'il y a un rejet des voisins.

Ces derniers sont parfois excédés par le bruit de la rue et autres et ces jeunes sont souvent désignés à tort comme fauteurs de troubles. Des tags « Migranti Fora » (migrants dehors) fleurissent. Mais les mineurs isolés ne sont pas responsables de l'explosion de l'insécurité et au lieu de les stigmatiser, faisons en sorte que l'empathie remplace l'agressivité et le rejet.

Avec le sang de nos pères,
vous avez fait vos guerres,
Pillé nos matières premières.
Vous êtes à l'origine de nos misères,
Vous êtes à l'origine de notre galère.
Avec haine et mépris, vous nous avez dit merci.

Alpha Blondy

Pourquoi quittent-ils leur pays?

Ce sont des femmes, des enfants, des hommes qui viennent principalement d'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc, ou d'Afrique de l'Ouest : Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Cameroun... C'est-à-dire des anciennes colonies françaises.

Ces pays possèdent des ressources naturelles colossales.

En Afrique du Nord, les richesses minières sont considérables et d'une importance capitale en Méditerranée : hydrocarbures, phosphates, gaz naturel.

Mis à part dans les centres urbains, où une amélioration des conditions de vie est constatée, à l'intérieur des pays, le taux de chômage est très élevé. En Tunisie et au Maroc, 10 % de la population vit dans une extrême pauvreté.

Le Maroc est un pays très inégalitaire et le déficit en développement rural est très élevé par rapport aux villes. Le manque d'école est cause d'analphabétisme, qui touche en particulier les femmes, et c'est une des raisons pour lesquelles elles sont exclues du marché du travail. Les citoyens doivent aussi payer leurs dépenses de santé et certaines infrastructures, comme l'eau, sont dans le rural très insuffisantes.

Qu'en sera-t-il après le passage du coronavirus, qui fait des ravages dans les villages marocains ? Le chômage des jeunes atteint aujourd'hui dans certaines régions marocaines les 42 %. La vie devenant vraiment très compliquée pour eux, ils n'hésitent pas à partir, à rejoindre l'enclave espagnole de Ceuta, à se jeter d'une clôture frontalière de sept mètres de haut et à affronter la mer, les vagues, les cris, la mort, puis la poursuite et la traque de la police et de l'armée espagnoles. Et à travers ce « lâchage » d'êtres

humains puis ce lynchage, les pays concernés s'en servent de monnaie d'échange pour régler leurs problèmes géopolitiques.

En Algérie, la situation économique est également désastreuse, le chômage est également très élevé et la jeunesse, y compris diplômée, peine à trouver du travail. De plus, le pouvoir dictatorial algérien, répressif, rappelle le pouvoir marocain où la police politique règne.

Dans ces trois pays on peut constater une dégradation sociale, des conditions d'existence très dures pour une partie de la population.

Si la Tunisie a été porteuse d'espoir au cours du Printemps arabe, elle connaît aujourd'hui les mêmes difficultés. La crise sanitaire aggrave la crise économique et sociale, et pour cette raison la seule issue, c'est l'émigration.

Quant à l'Afrique de l'Ouest, c'est le continent le plus pauvre alors qu'elle détient plus de la moitié des réserves mondiales.

Nous ne pouvons tout énumérer mais quelques exemples sont peut-être nécessaires.

La Guinée possède la plus grande réserve mondiale en bauxite, des milliards de tonnes de minerai de fer, des diamants, de l'or, de l'uranium et pourtant c'est un pays dont 55 % des 11 millions d'habitants vivent avec moins de 1,22 $ par jour.

Les sociétés minières exproprient les communautés rurales de leur terre avec peu ou pas d'indemnisations sans respecter les droits fonciers coutumiers. Les agriculteurs perdent ainsi leur terre ancestrale.

Le Mali, un des pays les plus pauvres du monde, possède beaucoup de minerais. C'est un des plus grands producteurs mondiaux d'or, mais la Banque mondiale, considérant que l'État ne peut investir, exige un code minier qui permet aux multinationales de détenir le monopole de l'or. Les sociétés qui exploitent ces ressources deviennent milliardaires alors que les populations locales ne bénéficient d'aucune retombée et connaissent le chômage et l'extrême pauvreté.

Peut-on imaginer la puissance d'un groupe, celui de Bolloré par exemple, qui gère les terminaux de dix ports, avec des

concessions ferroviaires de la Guinée au Congo, et possède plus de 100 000 hectares de terre malgré les protestations des paysans ?

Mais il y a d'autres groupes : Shell, Areva, Bouygues, Total... qui pillent et polluent.

Ces multinationales avides de milliards et présentes sur tout le territoire africain ne se préoccupent pas du bien-être de la population. Leur argent part dans les paradis fiscaux au lieu d'être réinvesti sur place.

De ce fait, la non-répartition des richesses provoque des inégalités flagrantes entre ceux qui détiennent le pouvoir économique et tous ceux qui survivent en ramassant des miettes. Un manque de développement dans le nord du pays – ô combien convoité – et le manque d'autorité de l'État malien créent des nécessiteux et provoquent des rébellions difficilement canalisées. Le mécontentement de la population allant grandissant, le pire est à craindre : coup d'État militaire, création et renforcement des mouvements islamistes.

La véritable cause de l'immigration est la misère.

Alors, pour des raisons économiques, ils quittent leur pays.

Ces multinationales, pour augmenter toujours plus leur production minière, utilisent des produits chimiques, des détergents, des explosifs et se rendent ainsi responsables de la contamination des sols.

Avec des emplois mal payés, les populations locales dénoncent leurs conditions de travail et la pollution de leurs terres mais elles ont bien peu de poids face à ceux qui les exploitent. Certes, on parle beaucoup de changement climatique, on nous explique que la planète est en danger, mais on oublie de dire que ce désastre écologique est lié aux activités humaines : déforestation, destruction des fonds marins, déglaciation des pôles, pollution des fleuves telle que l'embouchure du Niger par Total. Cette société qui est d'ailleurs un géant pétrolier français a un projet gazier en Arctique avec un soutien éventuel de l'État français d'un montant de 700 millions d'euros. État Français qui parle d'écologie… sans vergogne.

En Guinée, l'exploitation de la bauxite, transportée à travers les villages, disperse de la poussière rouge qui contamine les sols, les points d'eau, et détériore la qualité de l'air.

La crise du Covid aussi nous enseigne aujourd'hui que la surexploitation des ressources naturelles en explorant toujours plus d'autres réserves, contribue à la destruction des écosystèmes et met la population en contact avec des virus qui peuvent être mortels.

Alors, pour des raisons écologiques, ils quittent leur pays.

N'oublions pas que ces anciennes colonies françaises restent sous la dépendance économique et politique de l'État français. Le rôle de ce dernier est important car il aide les pouvoirs en place, souvent des dictatures, à gérer les révoltes populaires.

Ces gouvernements fantoches n'investissent pas dans des infrastructures telles que les routes ou l'eau et ne créent ni écoles ni hôpitaux. Le manque de transparence, la faiblesse de ces États, la corruption, l'intervention des trusts privés ne permettent pas le développement de ces pays et créent au sein des populations un sentiment d'injustice qui les pousse à la révolte ou à l'exil.

Toutes ces raisons expliquent-elles le développement et l'implantation des groupes islamistes, Al-Qaïda, les Jihadistes, le groupe Boko Haram ? Est-ce parce qu'elle est dépossédée de ses terres et de ses biens que la jeunesse est attirée vers ces mouvements ? La question reste posée.

Il est évident que la présence de l'armée française au Mali avec la force Barkhane ne fait qu'exacerber les tensions en provoquant des sentiments patriotiques.

Il y a une défiance totale envers la France et son armée, et le sentiment grandit. On constate aujourd'hui à travers la musique ou la littérature que la jeunesse africaine dénonce la politique de cette grande colonisatrice, la France.

Nous assistons à des massacres de civils par l'armée malienne et par des groupes interethniques, ainsi qu'à des morts dans l'armée française suite à des affrontements. Des exploitations pétrolières se développent au Burkina et des affrontements se multiplient.

Malgré le désaccord de nos gouvernants, comment refuser l'exil à un peuple comme celui d'Afghanistan, qui a subi la "tutelle"

des États-Unis, avec la France comme alliée? Des milliards ont été dépensés dans ce pays pour l'armement mais aucun investissement pour la santé, l'école, les routes. On a seulement appris aux chefs locaux comment emprisonner, torturer. Dans ce pays détruit par le guerre, aucun droit humain n'est respecté en particulier le droit des femmes prisonnières et soumises au diktat des talibans.

Alors, pour des raisons sécuritaires, ils quittent leur pays.

Les femmes sont très nombreuses sur les routes migratoires et les témoignages nous le prouvent.

Elles comptent pour moitié dans la population des migrants et elles quittent leur pays non seulement à cause de la misère mais aussi pour des raisons culturelles. Malgré quelques avancées, elles sont toujours soumises à un modèle patriarcal.

À cause du conservatisme de la société, le niveau de scolarisation des filles est très faible. D'ailleurs, dès qu'elles arrivent en France, leur besoin premier est de pouvoir vivre en dehors des contraintes imposées par les coutumes du pays, mais aussi d'apprendre à lire et à s'exprimer. Sans droit reconnu, elles subissent chez elles la polygamie, les mariages forcés, l'excision, la soumission et toutes formes de violences.

Alors, pour des raisons culturelles, elles quittent leur pays.

Les sociétés ultra-capitalistes contribuent à la libre circulation des capitaux et permettent à ceux qui les détiennent de se déplacer librement et s'établir là où leurs intérêts les guident. Elles refusent en revanche l'installation de ceux qui quittent leurs pays pour toutes ces raisons que nous venons d'indiquer et dont l'exil n'est qu'une de ces conséquences.

N'est-il pas de notre devoir d'humanité d'accueillir et d'aider ces personnes en quête de vies meilleures ?

Cependant on peut légitimement se demander si au milieu de ces populations désespérées il n'y aurait pas des migrants qui, sous couvert d'idéologies diverses, participeraient à des projets qui ne ressemblent en rien aux objectifs précédents ? Malheureusement la misère est exploitée par beaucoup, y compris par les criminels les plus abjects qui peuvent utiliser les flux humains de plusieurs façons.

Mais au fil des énormes difficultés qui se trouvent sur les routes de ce périple, serait-ce cette voie qui serait empruntée par les terroristes ?

Je reste persuadée que ceux qui ont un réel projet, ils rentrent par des voies normales, avec des papiers en règle et traversent avec de l'aide à tous les niveaux.

Parmi ceux qui viennent jusqu'à nous se trouvent des femmes et des hommes de croyances catholiques, des protestants, des musulmans, des orthodoxes, des coptes, des athées... de rites et croyances divers et variés. Certes toute religion a ses intégristes, mais faisons très attention à ne pas faire d'amalgame et à ne pas confondre les pratiquants d'une religion avec ceux dont la seule philosophie est la violence. Les quelques moutons noirs qui se glisseraient dans ce flot de misère humaine ne doivent pas jeter l'opprobre sur des millions d'hommes, de femmes, d'enfants allant chercher leur survie loin de chez eux.

À l'arrivée, en France que se passe-t-il?

Les conditions de vie des sans-papiers sont désastreuses.

Pour être régularisé, avoir un papier appelé carte de séjour, le chemin est long et douloureux.

Dans le dossier qu'ils doivent présenter à la préfecture, en plus des papiers administratifs (passeport, acte de naissance, acte de mariage) doivent figurer les preuves des années passées sur le territoire français, cinq années en théorie, mais aussi les quittances de loyer, un contrat de travail si possible indéterminé, des fiches de salaire... au minimum douze.

Mais les problèmes avec les préfectures sont nombreux et récurrents. Pour obtenir un rendez-vous, afin de présenter leur dossier de régularisation, ils doivent soit téléphoner ou plutôt « aller » sur internet. Ils doivent essayer maintes fois et c'est souvent entre 1 heure et 3 heures du matin qu'une plage horaire se libère. Pour ceux qui travaillent, c'est vraiment un casse-tête, une fatigue supplémentaire car leur repos nocturne est limité, et pour ceux qui n'ont pas internet un souci supplémentaire. Le même problème se pose pour ceux qui doivent seulement renouveler leur carte.

Chacun sait que pour survivre, ils acceptent tout travail, et certains patrons, face à une main-d'œuvre corvéable et fragile,

« oublient » souvent de les déclarer et parfois même de les payer. Sans preuve et dans l'incapacité à trouver des témoignages, certains, anéantis face aux difficultés rencontrées, renoncent et repartent dans leur pays. D'autres choisissent la clandestinité. Ceux qui sont interpellés par la police aux frontières sont frappés d'une mesure d'éloignement (OQTF, obligation de quitter le territoire français) ou placés dans un centre de rétention.

À Bastia, il y a seulement un local de rétention et, de là, c'est souvent le départ vers un centre de rétention à Nîmes, Marseille, Toulouse ou ailleurs, puis souvent vers leur pays d'origine.

Il faut savoir qu'un centre de rétention est un centre d'enfermement surpeuplé avec des enfants en nombre qui s'accrochent désespérément au grillage qui limite leur univers. Ils attendent l'étude de leur dossier des mois durant, 90 jours maximum théoriquement mais ceux qui transitent par l'Italie y séjournent bien plus. Dans nos témoignages, certains y sont restés 14 mois, d'autres se suicident.

Il est plus facile de désintégrer l'atome qu'un préjugé.
Albert Einstein

Tordons le cou aux idées reçues

Avant tout, il faut savoir que l'Europe n'est pas envahie car elle n'accueille qu'une infime partie de ceux qui quittent leur pays. Les critères pour obtenir une carte de séjour en France sont de plus en plus restrictifs et les taux d'acceptation des demandes d'asile sont les plus faibles d'Europe : 25 % pour une moyenne de 38 % en Europe.

Certains politiciens d'extrême droite disent et écrivent que les sans-papiers perçoivent beaucoup d'argent et qu'ils sont la cause de tous nos malheurs.

C'est ainsi qu'on nourrit les peurs… peur de l'autre… peur de n'être plus chez soi…

Et si on rétablissait la vérité.

Une personne étrangère en situation régulière devrait avoir les mêmes droits que tout autre citoyen.

Il y a pourtant des restrictions.

Certaines prestations sont soumises à une durée minimale de résidence en France.

Pour avoir le RSA (revenu solidarité active) il faut être titulaire depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour en France et pour le minimum vieillesse une durée de dix ans est nécessaire.

Une personne étrangère sans papiers, c'est-à-dire en situation irrégulière, quels sont ses droits ?

Contrairement à ce que les médias véhiculent ils n'ont aucun droit.

AME (aide médicale d'État) : elle représente 0,5 % des dépenses de santé.

Ce dispositif permet aux étrangers en situation irrégulière un accès aux soins.

Même s'ils ont un travail sur le sol français, ils ne bénéficient de cette aide que s'ils sont là depuis 3 mois. Elle est attribuée sous condition de ressources et de résidence et est accordée pour un an avec renouvellement de dossier.

Depuis 2020, le gouvernement a diminué cette aide médicale. Ainsi les difficultés des sans-papiers pour se soigner sont accrues ce qui, en période de Covid, les rend encore plus vulnérables. Médecins du Monde signale également que 30 % des médecins généralistes refusent de s'occuper d'eux.

Allocation familiale, APL (aide au logement) : c'est Non.

Ils sont exclus de l'accès à toute autre prestation sociale que l'AME.

Pourtant un enfant étranger ne devrait pas être privé d'un droit sous prétexte que ses parents sont sans papiers.

La Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 nous renseigne sur les droits à l'éducation et la protection de l'enfance.

De plus, hommes ou femmes sans papiers, n'ont pas eu droit en période de Covid au chômage partiel alors qu'ils sont en première ligne en tant qu'ouvrier agricole, aide à la personne, égoutier, livreur, éboueur…

ADA (aide demandeur d'asile).

L'allocation allouée pendant l'instruction du dossier par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides)

au demandeur d'asile est de 6,80 euros par personne et par jour ou de 14,20 euros s'ils n'ont pas d'hébergement, soit 204 euros ou 426 euros par mois.

Cette allocation ne leur permet même pas de s'alimenter. Elle est versée sous forme de carte et non en euros. Ils ne peuvent ainsi l'envoyer au pays. C'est une allocation de survie. Les dispositifs de contrôle sont très importants bien plus que pour la fraude fiscale par laquelle des milliards quittent le pays impunément. Si le statut de réfugié est accordé, ils seront alors en situation régulière.

Mais n'oublions pas que seulement un peu plus d'un tiers des dossiers est accepté.

Alors ne crions pas au loup, on est loin de l'invasion.

Saisonniers

Que dire des saisonniers, ces ouvriers agricoles qui cueillent nos clémentines, nos kiwis, taillent nos vignes, travaillent dur dans le bâtiment.

Ils viennent pour trois mois, un peu plus ou un peu moins. Leur contrat est validé par l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) et par les patrons.

C'est à n'importe quel prix qu'ils sont prêts, pour quitter leur pays, à payer des rabatteurs et certains patrons profiteurs ou malhonnêtes.

Alors que les saisonniers sur place sont plutôt nombreux, des dizaines d'autres, tous les semestres environ, arrivent en Corse par charters ou bateaux et doivent repartir dans leur pays d'origine à la fin du contrat et parfois même avant.

Est-ce du bétail ? À qui profite cette politique ? Sûrement pas aux ouvriers. Pourquoi ne pas régulariser ceux qui sont sur place ?

Tout le monde sait qu'une économie souterraine est alimentée par le travail de ces ouvriers agricoles ou du bâtiment. Nous n'irons pas plus loin dans nos questionnements, mais quelles sont leurs réelles conditions de vie ? Quels sont leurs hébergements ? Combien sont-ils payés ? Que deviennent-ils ? Quels sont leurs contrats ? Comment sont-ils choisis ? Par qui ?

Il est tout de même de bon aloi de s'interroger sur leur sort car on oublie parfois que ce sont des êtres humains.

Certes par la force des choses, beaucoup d'entre eux deviennent des clandestins et acceptent le travail au noir mais pendant la crise sanitaire, le manque de main-d'œuvre étrangère a montré à quel point ils sont utiles et nécessaires.

Des manifestations pour leur régularisation se font un peu partout sur le continent. Pourquoi pas en Corse ? Pourquoi ?

Nous avons sur la Haute Corse plus d'une dizaine d'expulsions par semaine.

Pratiquer la chasse à l'homme relève d'une politique incompréhensible et inhumaine.

Dématérialisation

Depuis mars 2020, la demande d'introduction par le travail est désormais pratiquée et cela signifie que les dossiers ne seront plus traités dans les préfectures mais envoyés via Internet vers des plateformes sur le continent. Sous prétexte de dématérialisation, les personnes étrangères seront tenues à distance de l'administration, les privant ainsi de leurs droits.

Les démarches en matière de demande ou de renouvellement de titre de séjour risquent d'être aussi dématérialisées malgré les décisions des tribunaux administratifs.

Déjà en Corse le manque de structure est manifeste.

Il n'y a pas de point accueil migrant, il y a un OFII sur Ajaccio, mais pas sur Bastia et bientôt plus de contact avec la préfecture si les dernières mesures sont mises en place. Les délais d'instruction des dossiers de régularisation sont longs et il y a manifestement un manque de personnel dans ces services. Les associations constatent que les contacts avec les responsables du service des étrangers s'établissent difficilement, contrairement aux années passées.

Il faut maintenir à la préfecture des guichets ouverts, c'est-à-dire un service public, afin que tout dossier puisse être instruit sur place.

C'est sûr, les populations locales tiennent à leur avantage et quoi de plus facile que d'accuser ceux qui viennent d'ailleurs !

Mais si nous connaissons le chômage, les problèmes de logement, est-ce une raison pour désigner l'étranger et n'est-il pas plus judicieux de se poser les bonnes questions ? Sont-ils responsables

du chômage, du manque de logements ? Ou est-ce dû aux choix politiques de la France ? Sont-ils des boucs émissaires ? Est-ce un délit de fuir la misère et la guerre ?

Il est plus que jamais nécessaire en ces périodes difficiles de refuser la division de précaires français ou étrangers et d'être solidaires.

L'identité est un concept qui ne s'ancre pas
dans les frontières géographiques.
L'identité est plutôt définie par l'identification
avec les causes justes du monde entier.

Mahmoud Darwich

Politique migratoire

« Les économies ont toujours été fortement impactées par des guerres, des crises financières ou autres… Mais historiquement, les migrations n'ont jamais détruit les économies des pays riches. C'est une fausse idée de croire cela. Certes, il y a beaucoup d'enjeux autour des migrations. Mais nous avons envie de dire aux gouvernements de se concentrer sur les questions diplomatiques et territoriales, sans s'inquiéter d'hypothétiques effets négatifs sur l'économie. » CNRS, Hippolyte d'Albis, 2018.

Nous qui vivons sur une île en Méditerranée, qui profitons de la mer, pour admirer les couchers de soleil, pour nous baigner, nous dorer sur le sable, et qui laissons nos regards se perdre dans cette immensité, pouvons-nous imaginer que par milliers des corps de femmes, d'enfants, d'hommes, sont là, dans les profondeurs ? Partis sans sépulture, avec seuls l'angoisse et l'effroi suprêmes de se voir asphyxiés par l'eau salée qu'ils boivent depuis des jours, engloutis dans cette mer où notre regard plonge à chaque instant et que Roberto Salviani décrit comme « Une des plus grandes fosses communes au monde ».

La traversée en Méditerranée centrale depuis la Libye et la Tunisie devient une des routes migratoires les plus meurtrières. En renforçant son arsenal anti-immigration, l'Europe, la France y

compris, met en danger des milliers de personnes. Des corps d'enfants rejetés sur les plages comme en Tunisie, à Zarzis, montrent à quel point la politique européenne est criminelle.

Pourtant l'acharnement contre les humanitaires se renforce et des bateaux affrétés par des ONG sont saisis par les autorités, aussi bien françaises qu'européennes. Ces organisations humanitaires sont accusées d'aide à l'immigration clandestine et de complicité avec les passeurs. Les pressions politiques sont nombreuses pour obliger les ONG à arrêter leur mission et tout est fait pour criminaliser ces opérations de secours en mer. C'est l'*Ocean Viking* de SOS Méditerranée qui a dénoncé la noyade de 130 migrants le 23 avril 2021 sans que les sociétés d'État comme Frontex réagissent. Comment parler de protection des droits quand on constate le non-signalement des bateaux en détresse, les refoulements d'embarcation, la violence libyenne de plus en plus forte, des navires de recherche bloqués, les naufrages plus fréquents, les entraves faites aux ONG ? Le pape François s'est exprimé ainsi : « C'est un moment de honte. Cent trente migrants morts en mer, ce sont des personnes, des vies humaines qui pendant deux journées entières ont vainement imploré de l'aide. Une aide qui n'est pas arrivée. » Hélas !, ces moments de honte se renouvellent très souvent…

À toutes les ONG, avec leurs bateaux bloqués ou non, j'apporte ma totale solidarité.

En France, les flux migratoires sont limités par rapport aux autres pays d'Europe et pourtant nous assistons à un durcissement de cette politique migratoire qui ne respecte pas les valeurs humaines.

Criminel aussi de fermer les foyers pour immigrés. Criminel, l'accueil des jeunes mineurs souvent non accompagnés, qui n'ont pas toujours droit à la présomption de minorité et vivent sans famille, sans aucune aide, en errance et livrés à tous les dangers. Ce sont des associations de bénévoles qui leur apportent le plus grand soutien et l'aide nécessaire pour ne pas sombrer, les structures de l'État étant souvent insuffisantes (ASE : aide sociale à l'enfance).

Et que se passe-t-il pour les enfants qui sont sur le territoire français depuis des années ? Dans nos écoles, des collégiens, des

lycéens, à l'approche de leur majorité, vivent dans la peur, car ils savent qu'ils sont expulsables et peuvent recevoir une obligation de quitter le territoire (OQTF) à tout moment même s'ils sont présents sur le sol français depuis des années et ont fréquenté l'école de la république depuis leur plus jeune âge. À dix-huit ans, l'âge des projets et de se construire un avenir, pour eux c'est l'angoisse, l'incertitude et parfois la colère. Ils sont bloqués dans l'île et deviennent clandestins ou expulsés et dans tous les cas sans avenir.

Si on faisait nôtres les paroles de Gramsci, *« Je hais l'indifférence »*, on pourrait crier tous ensemble : Ils ont droit à une carte de séjour ! Pourquoi ces jeunes ne peuvent-ils pas comme leurs camarades poursuivre leurs études, avoir une formation professionnelle, travailler dans une entreprise ? Pourquoi un refus de leur carte de séjour ou attendre des mois et parfois une année pour que les services de l'État étudient leur dossier ?

Ces dernières années, chaque gouvernement a modifié les lois sur l'immigration en durcissant toujours plus les conditions de maintien sur le territoire : Hortefeux en 2007, Besson en 2011, Sarkozy en 2011 avec sa phrase *« Il y a trop d'étrangers sur le territoire »*, et Valls en 2014.La loi asile et immigration, adoptée en août 2018 par le gouvernement Macron et appelée « Code de la honte » par la Cimade, pourrait se résumer en deux mots : bannir et précariser. Cette loi s'est faite au détriment des droits des personnes. Prolonger la durée en centre de rétention y compris pour les enfants mineurs montre à quel point il n'y a aucune approche humaniste et aucun respect des droits. La France ne devrait pas emprisonner des enfants. Se préoccuper d'installer des frontières et des barbelés, en réponse à la crise migratoire, c'est bafouer tout droit humain. La fermeture des frontières est illégale en droit international et cela ne fait que déplacer les routes, ce qui enrichit encore une fois les sociétés privées.

Vous qui détenez le pouvoir régional en Corse, refusez ces lois qui alimentent l'indifférence et le rejet. Pourquoi ne pas vous honorer d'une décision tout simplement humaine ?

Accepter ces jeunes sur nos territoires est un devoir. Refuser à ces jeunes la possibilité de vivre sur un territoire où l'histoire les a conduits est un refus de droit.

La France n'a pas la politique d'accueil que le pays des droits de l'homme se targue d'avoir. Les moyens financiers, humains, juridiques ne sont pas mis à disposition de ces populations dites étrangères, afin de les accueillir humainement et envers lesquelles nous faisons preuve de bien peu de bienveillance. La France, sixième puissance économique mondiale, ne pourrait pas accueillir quelques centaines de mineurs, et quelle serait la raison pour laquelle elle les laisse dans la rue non scolarisés ? Cela relèverait du gag si ce n'était si triste ! Pourtant, les cotations boursières nous apprennent que les milliardaires sont de plus en plus riches malgré la crise du Covid et que l'État est toujours prêt à leur apporter sa manne financière. Une répartition de ces milliards permettrait aux plus démunis, étrangers ou non, de trouver des foyers, des centres d'accueil, voire des hébergements, ce qui leur permettrait de ne pas dormir dans la rue et de pouvoir protéger ces enfants. Mais quand l'idée fixe d'un gouvernement est de construire une politique sécuritaire, les étrangers se trouveront toujours face à des murs d'exclusion, et au diable leur misère.

En revanche des budgets exorbitants sont alloués à des sociétés telles que Frontex (Agence de l'Union européenne) pour militariser et sécuriser les frontières. L'Europe, avec l'accord inconditionnel de la France, utilise des milliards pour fortifier ses frontières et fait alliance avec les pires régimes. Elle compte tripler son budget pour la gestion des frontières. Cette politique coûte bien plus cher qu'une politique d'accueil mais rapporte beaucoup à des sociétés privées. Le budget de Frontex est en constante augmentation avec plus de 1000 employés et toujours plus de millions d'euros. Cette agence possède des navires, des avions, des drones, et du matériel ultra-performant. Elle ramène sans vergogne les bateaux en détresse de réfugiés sur les côtes de Libye, où hommes et femmes subissent des actes monstrueux, au lieu d'informer les bateaux humanitaires. Nous assistons à des refoulements illégaux, voire violents.

Nous constatons que les discours politiques, diffusés et ressassés par les médias, exacerbent le repli sur soi, la peur de l'autre, et nourrissent le populisme et l'extrémisme. Il suffit d'un fait divers pour que la machine s'emballe et que musulman égal terroriste.

Non, les migrants ne sont pas la cause de tous les maux, mais en véhiculant ces idées-là, le gouvernement en profite pour mener sa politique sécuritaire. Sur les chaînes de la télévision française, les débats sur la sécurité tournent en boucle, manipulant ainsi la population en affirmant que trop de liberté et de tolérance nuisent. En réalité, les lois anti-immigration se durcissent et les droits des étrangers ne sont pas respectés. Qu'ils soient femmes, enfants, ou hommes, une fois arrivés sur le sol français, ils sont bafoués, recherchés, enfermés, fichés, terrorisés, expulsés.

Ces personnes ont toujours été des artisans de l'économie européenne, des producteurs de richesses de cette économie et voici que pour les remercier on les jette à la mer.

Alors il est indispensable et urgent de dire NON aux inégalités qui s'accroissent en France, et les choix politiques qui sont faits, développent les partis identitaires qui montent en puissance. Cela devient un danger. N'oublions pas que le nationalisme est souvent un refus d'altérité, qu'il soit israélien, arabe, français, corse ou autre, s'il n'est pas guidé par un projet social et humaniste.

Il suffit qu'une période électorale pointe son nez pour que la question migratoire devienne le sujet de prédilection aussi bien pour les politiques que pour les médias.

Or ces phénomènes migratoires ont toujours existé et l'histoire de la Corse nous le rappelle. Malgré un contexte difficile et hostile à l'immigration, la Corse, de par sa population hétérogène, doit être une terre qui accepte l'autre dans sa diversité.

La Corse, terre de migration

Rappelons-nous la longue histoire des migrations en Corse, qui fait de nous des enfants d'immigrés. De nombreux peuples ont vécu dans l'île. L'appauvrissement de la population suite à des crises économiques et des guerres a contraint des milliers d'habitants à partir vers des contrées lointaines, des empires coloniaux d'Afrique, vers l'Indochine ou les Amériques. La Corse, par sa proximité géographique avec l'Italie, a connu une forte immigration italienne, aussi d'autres travailleurs, principalement saisonniers, sont venus souvent d'Italie pour assurer des travaux agricoles et forestiers. À partir de la moitié du 20e siècle avec le développement de la viticulture et la culture des agrumes, une autre main-d'œuvre

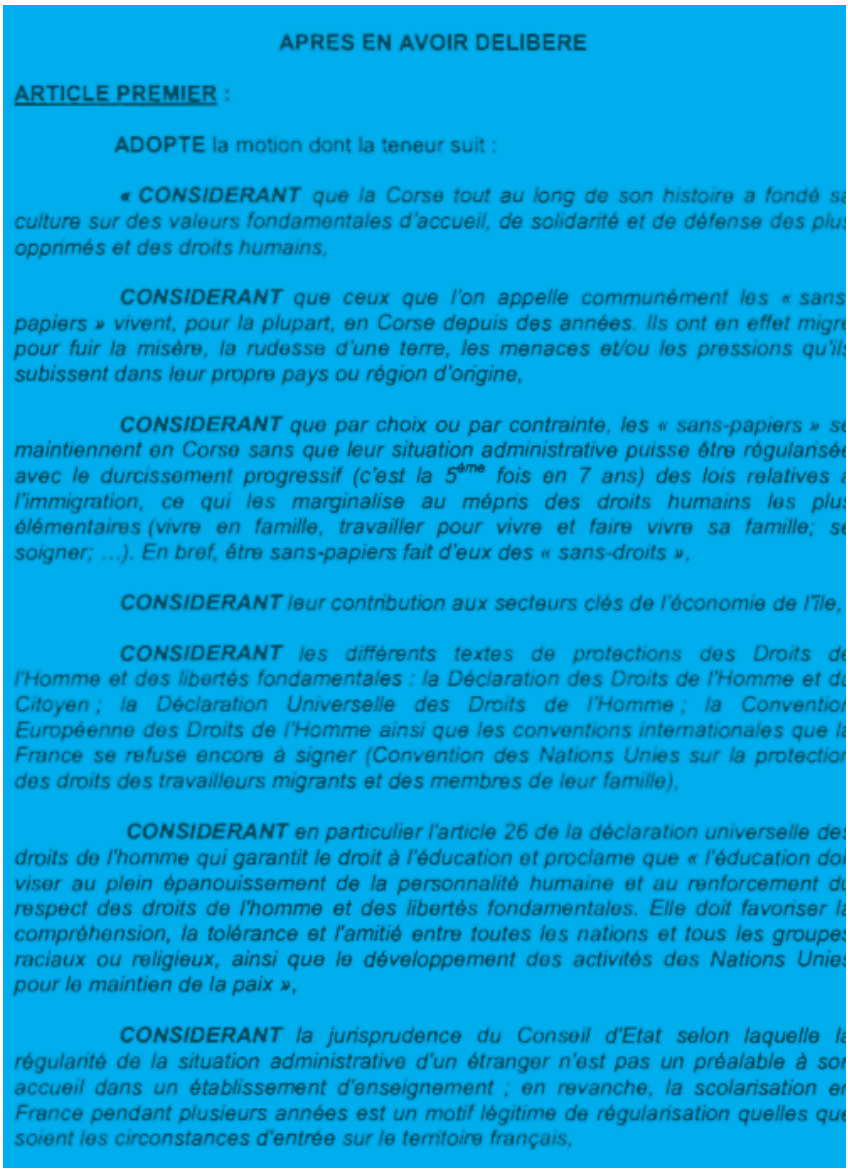
immigrée en provenance du Maghreb est arrivée dans l'île. Ces travailleurs d'hier et d'aujourd'hui sont employés aux tâches les plus pénibles dans l'agriculture et le bâtiment, et contribuent par ailleurs au développement du pays qui ne pourrait se faire sans eux.

On ne peut parler de l'histoire de la Corse sans parler de ses flux migratoires, Italie, Maghreb, Portugal… mais reconnaissons en toute honnêteté que l'intégration est difficile. Sentiment de méfiance hier envers l'Italien, aujourd'hui envers l'Arabe en particulier mais aussi envers tout ce qui sonne étranger. La dégradation de la situation économique de l'île engendre malheureusement une crispation identitaire très palpable dans la société d'aujourd'hui. Dans l'île des actes et des discours sont parfois choquants et répréhensibles que ce soit dans les villes ou les villages. Ils nous déshonorent et créent un climat qui rejette tout partage. En Corse des mouvements ont déjà dégénéré contre la communauté musulmane, à cause de groupuscules xénophobes : Ajaccio, Ghisonaccia, Sisco… Suite à ces événements, des dizaines de famille ont quitté l'île.

En Corse comme ailleurs, refusons de vivre dans une Europe de la police et des frontières et considérons chaque individu comme membre de l'humanité en faisant nôtres les idéaux formulés dans les différentes conventions :

- la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) ;
- la Convention de Genève ;
- la Convention internationale du droit des travailleurs migrants ;
- la Déclaration universelle des droits de l'homme, article 13 : *« Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »*

Pendant la mandature de D. Bucchini à la région, une motion avait été votée : « Corse, terre sans expulsion ». Sachons l'appliquer, car ne pas le faire serait refuser le droit à la vie et à la dignité. Voici la motion proposée par le Réseau éducation sans frontière (RESF) aux régions et adoptée par l'Assemblée de Corse :



APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

ADOPTE la motion dont la teneur suit :

« CONSIDERANT que la Corse tout au long de son histoire a fondé sa culture sur des valeurs fondamentales d'accueil, de solidarité et de défense des plus opprimés et des droits humains,

CONSIDERANT que ceux que l'on appelle communément les « sans papiers » vivent, pour la plupart, en Corse depuis des années. Ils ont en effet migré pour fuir la misère, la rudesse d'une terre, les menaces et/ou les pressions qu'ils subissent dans leur propre pays ou région d'origine,

CONSIDERANT que par choix ou par contrainte, les « sans-papiers » se maintiennent en Corse sans que leur situation administrative puisse être régularisée avec le durcissement progressif (c'est la 5ème fois en 7 ans) des lois relatives à l'immigration, ce qui les marginalise au mépris des droits humains les plus élémentaires (vivre en famille, travailler pour vivre et faire vivre sa famille; se soigner; ...). En bref, être sans-papiers fait d'eux des « sans-droits »,

CONSIDERANT leur contribution aux secteurs clés de l'économie de l'Île,

CONSIDERANT les différents textes de protections des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ; la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; la Convention Européenne des Droits de l'Homme ainsi que les conventions internationales que la France se refuse encore à signer (Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille),

CONSIDERANT en particulier l'article 26 de la déclaration universelle des droits de l'homme qui garantit le droit à l'éducation et proclame que « l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix »,

CONSIDERANT la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle la régularité de la situation administrative d'un étranger n'est pas un préalable à son accueil dans un établissement d'enseignement ; en revanche, la scolarisation en France pendant plusieurs années est un motif légitime de régularisation quelles que soient les circonstances d'entrée sur le territoire français,

Savoir accueillir les personnes migrantes et être solidaire, c'est construire le meilleur monde pour demain.

Merci aux amis-es pour leur soutien, à toutes et à tous mes camarades d'infortune, et à mon petit-fils Romain Alexis, qui a bien voulu corriger mes fautes.